



ÉTATS	CONSOLIDATED
FINANCIERS	ANNUAL
ANNUELS	FINANCIAL
CONSOLIDÉS	STATEMENTS
au 28 février 2019	as at February 28, 2019

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de **EXPLORATION PUMA INC.**

OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société **EXPLORATION PUMA INC.** (Société), qui comprennent l'état de la situation financière au 28 février 2019 et au 28 février 2018, et les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Société au 28 février 2019 et au 28 février 2018, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué nos audits conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

INCERTITUDE SIGNIFICATIVE LIÉE À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Nous attirons l'attention sur la note 1 des états financiers consolidés, qui décrit les faits et circonstances indiquant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion pour l'exercice terminé le 28 février 2019, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the Shareholders of **PUMA EXPLORATION INC.**

OPINION

We have audited the consolidated financial statements of **PUMA EXPLORATION INC.** (Company), which comprise the consolidated statements of financial position as at February 28, 2019, and February 28, 2018, and the consolidated statements of comprehensive income, consolidated statements of changes in equity and consolidated statements of cash flows for the years then ended, and notes to the consolidated financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the consolidated financial position of the Company as at February 28, 2019, and February 28, 2018, and its consolidated financial performance and its consolidated cash flows for the years then ended in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS).

BASIS FOR OPINION

We conducted our audits in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the "Auditor's Responsibilities for the Audit of the Consolidated Financial Statements" section of our report. We are independent of the Company in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the consolidated financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

MATERIAL UNCERTAINTY RELATED TO GOING CONCERN

We draw attention to Note 1 in the consolidated financial statements, which describes matters and conditions that indicate the existence of a material uncertainty that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. Our opinion is not modified in respect of this matter.

OTHER INFORMATION

Management is responsible for the other information. The other information comprises the information included in the Management Discussion and Analysis report for the year ended February 28, 2019 but does not include the consolidated financial statements and our auditor's report thereon.

Our opinion on the consolidated financial statements does not cover the other information and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the consolidated financial statements, our responsibility is to read the other information and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the consolidated financial statements or our knowledge obtained in the audit or otherwise appears to be materially misstated.

If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

RESPONSIBILITIES OF MANAGEMENT AND THOSE CHARGED WITH GOVERNANCE FOR THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in accordance with IFRS, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the consolidated financial statements, management is responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Company or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Company's financial reporting process.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE)**RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR À L'ÉGARD DE L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Société, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

(signé) Mallette S.E.N.C.R.L.¹
Société de comptables professionnels agréés

¹ FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique no A109407

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT (CONTINUED)**AUDITOR'S RESPONSIBILITIES FOR THE AUDIT OF THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS**

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these consolidated financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control;
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Company's internal control;
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management;
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the consolidated financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Company to cease to continue as a going concern;
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the consolidated financial statements, including the disclosures, and whether the consolidated financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation;
- Obtain sufficient appropriate audit evidence regarding the financial information of the entities and business activities within the Company to express an opinion on the consolidated financial statements. We are responsible for the direction, supervision and performance of the Company audit. We remain solely responsible for our audit opinion.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide those charged with governance with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

(signed) Mallette L.L.P.¹
Partnership of chartered professional accountants

¹ FCPA auditor, FCA, public accountancy permit no A109407

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE au 28 février		2019	2018	CONSOLIDATED STATEMENTS OF FINANCIAL POSITION at February 28	
(en dollars canadiens)	Notes	\$	\$	(Canadian dollars)	
ACTIF				ASSETS	
Courants				Current	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	93 119	453 389	Cash and cash equivalents	
Débiteurs	7	236 325	51 030	Accounts receivable	
Frais payés d'avance		4 750	49 297	Prepaid expenses	
		<u>334 194</u>	<u>553 716</u>		
Non courants				Non-current	
Placements	8	283 390	503 460	Investments	
Actifs de prospection et d'évaluation	9	18 863 821	19 656 967	Prospection and evaluation assets	
		<u>19 147 211</u>	<u>20 160 427</u>		
Total de l'actif		<u>19 481 405</u>	<u>20 714 143</u>	Total assets	
PASSIF				LIABILITIES	
Courants				Current	
Fournisseurs et frais courus	11	965 331	146 236	Accounts payable and accrued expenses	
Passif lié aux actions accréditives		84 105	162 216	Liability related to flow-through shares	
Emprunt à court terme	12	-	2 000 000	Short-term loan	
		<u>1 049 436</u>	<u>2 308 452</u>		
Non Courant				Non-current	
Passif d'impôt différé	21	2 774 301	2 504 850	Deferred tax liabilities	
Total du passif		<u>3 823 737</u>	<u>4 813 302</u>	Total liabilities	
CAPITAUX PROPRES				SHAREHOLDERS' EQUITY	
Capital social	13	26 465 164	25 522 357	Capital stock	
Cumul des autres éléments du résultat global		(85 283)	105 579	Accumulated other comprehensive income (loss)	
Surplus d'apport		3 076 699	2 840 284	Contributed surplus	
Résultats non distribués		(13 798 912)	(12 567 379)	Retained earnings	
Total des capitaux propres		<u>15 657 668</u>	<u>15 900 841</u>	Total shareholders' equity	
Total du passif et des capitaux propres		<u>19 481 405</u>	<u>20 714 143</u>	Total liabilities and shareholders' equity	

Continuité de l'exploitation (note 1) Going concern (Note 1)

Conventions, contrats de location et éventualités et engagements (notes 9, 10 et 19) Agreements, rental contracts, and contingencies and commitments (Notes 9, 10 and 19)

Les notes complémentaires sont parties intégrantes des états financiers annuels consolidés. The accompanying notes are an integral part of these consolidated annual financial statements.

Au nom du conseil d'administration On behalf of the Board

(signé / signed) *Marcel Robillard*
Administrateur / Director

(signed / signé) *Arness Cordick*
Chairman of the Board / Président du Conseil d'administration

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL		2019		2018		CONSOLIDATED STATEMENTS OF COMPREHENSIVE INCOME	
Exercices terminés les 28 février		2019		2018		Years ended February 28	
(en dollars canadiens) Notes		\$		\$		(Canadian dollars)	
Produits des activités ordinaires		-		-		Income from ordinary activities	
Charges administratives	23	716 007		783 617		Administrative expenses	
Frais généraux	24	-		-		General expenses	
Frais financiers	26	201 863		243 452		Financial fees	
Résultat avant autres charges et autres produits et impôts		(917 870)		(1 027 069)		Earnings before other expenses and other income and taxes	
Autres produits et autres charges	25	1 788		98 895		Other income and other expenses	
Résultat avant impôts		(916 082)		(928 174)		Earnings before taxes	
Charge d'impôt différé	21	315 451		185 905		Deferred tax expense	
Résultat net		(1 231 533)		(1 114 079)		Net earnings	
Autres éléments du résultat global						Other comprehensive income	
<i>Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :</i>						<i>Items that will not be reclassified subsequently to net income:</i>	
Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global						Equity instruments designated at fair value through other comprehensive income	
Variation de la juste valeur des placements		(220 070)		149 035		Change in the fair value of investments	
Montant reclassé au résultat net		-		(27 275)		Amount reclassified in the net earnings	
Impôt différé afférent	21	29 208		(16 181)		Related deferred tax	
		(190 862)		105 579			
Résultat global		(1 422 395)		(1 008 500)		Comprehensive income	
Résultat net de base et dilué par action		(0,006)		(0,006)		Basic and diluted net earnings per share	
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		219 801 890		196 239 559		Weighted-average number of common shares outstanding	

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES **CONSOLIDATED STATEMENTS OF CHANGES IN EQUITY**
Exercices terminés les 28 février **Years ended February 28**

	Capital social / Capital Stock	Cumul des autres éléments du résultat global / Accumulated other comprehensive income (loss)	Surplus d'apport / Contributed surplus	Résultats non distribués / Retained earnings	Total des capitaux propres / Total shareholders' equity		
	Nombre d'actions / Number of shares						
(en dollars canadiens)		\$	\$	\$	\$	(Canadian dollars)	
Solde au 28 février 2017	184 307 067	23 410 109	-	2 704 424	(11 453 300)	14 661 233	Balance as at February 28, 2017
Exercice de bons de souscription	3 482 100	337 911	-	(82 680)	-	255 231	Warrants exercised
Émission d'actions	19 230 500	1 553 841	-	-	-	1 553 841	Issuance of shares
Émission d'actions - Acquisition de propriétés minières	5 100 000	358 000	-	-	-	358 000	Issuance of shares - Acquisition of mining properties
Émission de bons de souscriptions - acquisition de propriétés minières	-	-	-	60 000	-	60 000	Issuance of warrants - acquisition of mining properties
Frais d'émission d'actions	-	(171 195)	-	44 540	-	(126 655)	Share issue costs
Impôt différé afférent aux frais d'émission	-	33 691	-	-	-	33 691	Deferred tax related to share issue costs
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	114 000	-	114 000	Share-based payments
Autres éléments du résultat global	-	-	105 579	-	-	105 579	Other comprehensive income
Résultat net	-	-	-	-	(1 114 079)	(1 114 079)	Net earnings
Solde au 28 février 2018	212 119 667	25 522 357	105 579	2 840 284	(12 567 379)	15 900 841	Balance as at February 28, 2018
Émission d'actions	18 315 556	1 138 000	-	-	-	1 138 000	Issuance of shares
Prime	-	(127 600)	-	-	-	(127 600)	Premium
Frais d'émission d'actions	-	(84 385)	-	20 415	-	(63 970)	Share issue costs
Impôt différé afférent aux frais d'émission (note 21)	-	16 792	-	-	-	16 792	Deferred tax related to share issue costs (Note 21)
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	216 000	-	216 000	Share-based payments
Autres éléments du résultat global	-	-	(190 862)	-	-	(190 862)	Other comprehensive income
Résultat net	-	-	-	-	(1 231 533)	(1 231 533)	Net earnings
Solde au 28 février 2019	230 435 223	26 465 164	(85 283)	3 076 699	(13 798 912)	15 657 668	Balance as at February 28, 2019

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE			CONSOLIDATED STATEMENTS OF CASH FLOWS
Exercices terminés les 28 février	2019	2018	Years ended February 28
(en dollars canadiens)	\$	\$	(Canadian dollars)
Activités d'exploitation			
Résultat avant impôts	(916 082)	(928 174)	Earnings before taxes
<i>Ajustements :</i>			
Prime sur placement accréditif	(205 712)	(69 542)	Flow-through premium
Paiements fondés sur des actions	164 400	78 100	Share-based payments
Dépréciation d'actifs de prospection et d'évaluation	204 674	30	Devaluation of prospection and evaluation assets
Gain sur aliénation de placements	-	(27 275)	Gain on disposal of investments
<i>Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement :</i>			
Débiteurs	39 315	(20 995)	Accounts receivable
Frais payés d'avance	44 547	(26 658)	Prepaid expenses
Fournisseurs et frais courus	54 065	(63 625)	Accounts payable and accrued expenses
	(614 793)	(1 058 139)	
Activités d'investissement			
Encaissement de placement	-	35 442	Encashment of investment
Augmentation des actifs de prospection et d'évaluation	(1 014 507)	(1 041 114)	Increase in prospection and evaluation assets
Produit de cession d'actifs de prospection et d'évaluation	195 000	100 000	Proceeds from disposal of prospection and evaluation assets
	(819 507)	(905 672)	
Activités de financement			
Produits de l'émission d'actions	1 138 000	2 040 830	Proceeds from share issuance
Frais d'émission d'actions	(63 970)	(126 655)	Share issue costs
	1 074 030	1 914 175	
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(360 270)	(49 636)	Net decrease in cash and cash equivalents
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	453 389	503 025	Cash and cash equivalents, beginning of year
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (note 6)	93 119	453 389	Cash and cash equivalents, end of year (Note 6)
Opérations de trésorerie			
Intérêts reçus	-	10	Interest received
Intérêts versés	201 863	240 000	Interest paid
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 20)	Additional cash flow information (Note 20)		

1. STATUTS CONSTITUTIFS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société, constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, agit à titre de « junior en exploration minière » en mettant en valeur des propriétés minières. Son titre est transigé à la Bourse de croissance du TSX sous le symbole PUMA et à la Bourse de croissance de Santiago sous le symbole PUMACL. Son siège social est situé au 175, rue Legaré, Rimouski (Québec), G5L 3B9, Canada.

La Société possède Murray Brook Minerals Inc., filiale qui agit à titre de « junior en exploration minière » et Murray Brook Resources Incorporated, une société inactive.

La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés minières et les frais de prospection renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des propriétés minières et des frais de prospection dépend de la capacité de la Société d'exploiter économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre la prospection, l'évaluation, le développement de ses biens, la construction et la mise en production commerciale ou du produit de la cession des biens.

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), applicables à une société en continuité d'exploitation, qui considère la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des affaires à mesure qu'ils arrivent à échéance. Dans son évaluation visant à déterminer si l'hypothèse de continuité d'exploitation est appropriée, la direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivant la fin de la période de présentation. La direction est consciente, en faisant cette évaluation, qu'il existe des incertitudes importantes en lien avec des événements et des conditions et un doute important quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des IFRS applicables à une société en continuité d'exploitation, tels qu'ils sont décrits dans le paragraphe suivant. Ces états financiers consolidés ne reflètent pas les ajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux dépenses et aux classifications de l'état de la situation financière qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants. La direction n'a pas tenu compte de ces ajustements parce qu'elle croit en l'hypothèse de la continuité de l'exploitation.

Pour l'exercice terminé le 28 février 2019, la Société a enregistré un résultat global de (1 422 395) \$ et a accumulé des résultats non distribués de (13 798 912) \$ au 28 février 2019. Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de respecter ses obligations et ses engagements en vigueur au titre des programmes de prospection et d'évaluation et de payer ses charges administratives. Au 28 février 2019, la Société disposait d'un fonds de roulement de (715 242) \$ incluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 93 119 \$.

La direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses prévues jusqu'au 29 février 2020. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons dans l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses, de la disposition de propriétés minières, l'arrivée de nouveaux partenaires ou un regroupement d'entreprises.

Malgré le fait que la direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir, et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers consolidés.

La publication des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 28 février 2019 (y compris les états comparatifs) a été approuvée et autorisée par le conseil d'administration le 20 juin 2019.

1. INCORPORATION, NATURE OF OPERATIONS, AND GOING CONCERN

The Company, incorporated under the Canada Business Corporations Act, acts as a "junior mining exploration company" by creating value on its mineral exploration properties. Its stock is listed on the TSX Venture Exchange under the symbol PUMA and on the Santiago Exchange Venture under the symbol PUMACL. The Company's head office is located at 175, Legaré Street, Rimouski (Quebec), G5L 3B9, Canada.

The Company owns Murray Brook Minerals Inc., a subsidiary which acts as a "junior in mining exploration" and Murray Brook Resources Incorporated, an inactive corporation.

The Company has not yet determined whether the mining properties and the prospection expenses have economically recoverable ore reserves. Recovery of the cost of the mining properties and the prospection expenses depends on the Company's ability to exploit the ore reserves economically, the securing of the financing required to continue prospection, evaluation, development of its assets, construction, and the start of commercial production, or the proceeds from the disposal of the assets.

These consolidated financial statements were prepared in accordance with International Financial Reporting Standards ("IFRS"), applicable to a going concern, which contemplates the realization of assets and the settlement of liabilities in the normal course of business as they come due. In assessing whether the going-concern assumption is appropriate, Management considers all available information about the future, which represents at least, but is not limited to, twelve months following the end of the reporting period. In making this assessment, Management is aware that there are material uncertainties related to events and conditions and substantial doubt about the Company's ability to continue as a going concern and, consequently, the appropriateness of the use of IFRS applicable to a going concern, as described in the following paragraph. These consolidated financial statements do not reflect adjustments to asset and liability book values, expenditures, and classifications on the statement of financial position that would be necessary if the going-concern assumption proved to be inappropriate. These adjustments could be significant. Management did not take these into account as it believes in the validity of the going concern assumption.

For the year ended on February 28, 2019, the Company reported comprehensive income of \$(1,422,395) and accumulated retained earnings of \$(13,798,912) as at February 28, 2019. In addition to the usual working capital requirements, the Company must secure sufficient funding to meet its existing obligations and commitments for prospection and evaluation and pay its general and administrative expenses. As at February 28, 2019, the Company had a working capital of \$(715,242), including cash and cash equivalents of \$93,119.

Management estimates that these funds are not sufficient to meet the Company's obligations and budgeted expenditures through February 29, 2020. Any funding shortfall may be met in the future in a number of ways including, but not limited to, the issuance of new debt or equity instruments, further cost-reducing measures, the disposal of mineral properties, the arrival of new partners or business combinations.

While Management has been successful in securing financing in the past, there can be no assurance that it will be able to do so in the future or that these sources of funding or initiatives will be available to the Company or that they will be available on terms that are acceptable to the Company. If Management is unable to obtain new funding, the Company may be unable to continue its operations, and amounts realized for assets might be less than the amounts reflected in these consolidated financial statements.

The consolidated financial statements for the year ended on February 28, 2019 (including the comparative statements) were approved and authorized for publication by the board of directors on June 20, 2019.

2. MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

NORMES ET INTERPRÉTATIONS PUBLIÉES N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Les informations sur ces nouvelles normes, modifications et interprétations susceptibles d'être applicables pour les états financiers consolidés de la Société sont présentées ci-dessous.

La Société n'a pas encore adopté certaines normes, interprétations des normes existantes ainsi que des modifications qui ont été publiées mais dont la date d'entrée en vigueur est postérieure au 1^{er} janvier 2019. Bon nombre de ces mises à jour ne sont pas pertinentes pour la Société et ne sont donc pas décrites aux présentes.

CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16, *Contrats de location*, en remplacement de l'IAS 17, *Contrats de location*, ainsi que les interprétations connexes. IFRS 16 prévoit un modèle comptable unique pour les preneurs qui exigent la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'égard de tous les contrats de location, à moins que la durée du contrat soit de 12 mois ou moins, ou que l'actif sous-jacent ait une faible valeur. IFRS 16 maintient essentiellement la comptabilisation par le bailleur prévue par IAS 17, notamment la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. La nouvelle norme est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et son application anticipée est permise si IFRS 15 est également appliquée. La Société estime que l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 n'aura pas d'impact significatif sur ses états financiers consolidés.

3. MODIFICATION DE MÉTHODES COMPTABLES

A) PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, en remplacement de l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et les interprétations connexes. Selon le principe de base d'IFRS 15, une entité comptabilise les produits des activités ordinaires lorsqu'une obligation de prestation est remplie (ou à mesure qu'elle est remplie), c'est-à-dire lorsque le contrôle des biens ou des services sous-jacents visés par cette obligation de prestation est transféré au client, et au montant de la contrepartie à laquelle elle s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. IFRS 15 contient également des dispositions beaucoup plus prescriptives pour traiter de cas spécifiques. Des informations supplémentaires doivent être divulguées par voie de notes aux états financiers. L'adoption d'IFRS 15 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés considérés.

B) RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

En juin 2016, l'IASB a publié un amendement à IFRS 2 pour clarifier l'évaluation des paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie et la comptabilisation des modifications qui entraînent une attribution de la trésorerie réglée en actions. L'adoption d'IFRS 2 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés considérés.

C) INSTRUMENTS FINANCIERS

Le 1^{er} mars 2018, la Société a adopté IFRS 9 *Instruments financiers*, qui remplace IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* et qui réunit les trois aspects de la comptabilisation des instruments financiers : le classement et l'évaluation; la dépréciation; et la comptabilité de couverture.

La Société a appliqué les dispositions d'IFRS 9 de manière rétrospective, avec retraitement des périodes antérieures, mais il n'y a pas eu d'incidence significative sur le solde d'ouverture des états consolidés de la situation financière aux 1^{er} mars 2018 et 2017 ni sur l'information pour l'exercice clos le 28 février 2018, à l'exception des changements mentionnés ci-après.

i) Actifs et passifs

IFRS 9 prescrit le recours à une seule et unique approche pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, remplaçant ainsi les multiples règles d'IAS 39. L'approche d'IFRS 9 est fondée sur la manière dont l'entité gère ses instruments financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. IFRS 9 reprend la majeure partie des exigences d'IAS 39 relatives au classement et à l'évaluation des passifs financiers.

2. FUTURE CHANGES IN ACCOUNTING POLICIES

STANDARDS AND INTERPRETATIONS ISSUED BUT NOT YET ADOPTED

Information on new standards, amendments and interpretations that are expected to be relevant to the Company's consolidated financial statements is provided below.

The Company has not yet adopted certain standards, interpretations to existing standards and amendments which have been issued but have an effective date of later than January 1, 2019. Many of these updates are not relevant to the Company and are therefore not discussed herein.

LEASES

In January 2016, the IASB has issued a new standard IFRS 16, *Leases*, which is a replacement of IAS 17, *Leases*, and related interpretations. IFRS 16 provides a single lessee accounting model, requiring the recognition of assets and liabilities for all leases, unless the lease term is 12 months or less or the underlying asset has a low value. IFRS 16 substantially carries forward the lessor accounting in IAS 17 with the distinctions between operating leases and finance leases being retained. The new standard is effective for annual periods beginning on or after January 1, 2019, and early adoption is permitted if IFRS 15 has also been applied. The Company believes that the adoption of IFRS 16 will not have a significant impact on its consolidated financial statements.

3. CHANGES IN ACCOUNTING POLICIES

A) REVENUE FROM CONTRACT WITH CUSTOMERS

In May 2014, the IASB has issued a new standard, IFRS 15, *Revenue from contracts with customers*, which is a replacement of IAS 18, *Revenue*, IAS 11, *Construction contract*, and related interpretations. The core principle of IFRS 15 is that an entity should recognize revenue when (or as) a performance obligation is satisfied, i.e. when control of the goods or services underlying the performance obligation is transferred to the customer, and at an amount that reflects the consideration to which the entity expects to be entitled in exchange for those goods or services. Far more prescriptive guidance has been added in IFRS 15. IFRS 15 also requires additional disclosures through notes to financial statements. The impact on the current year's financial statement from adopting IFRS 15 was not material.

B) SHARE-BASED PAYMENTS

In June 2016, the IASB issued an amendment to IFRS 2 to clarify the measurement for cash-settled, share-based payments and the accounting for modifications that change an award from cash-settled to equity-settled. The impact on the current year's financial statement from adopting IFRS 2 was not material.

C) FINANCIAL INSTRUMENTS

On March 1, 2018, the Company adopted IFRS 9, *Financial Instruments* which replaced IAS 39, *Financial Instruments: Recognition and Measurement*, bringing together all three aspects of the accounting for financial instruments: classification and measurement; impairment; and hedge accounting.

The Company applied IFRS 9 retrospectively with restatement of prior periods, but there was no material impact on the consolidated opening balance sheets as of March 1, 2018 and 2017 and on the information for the year ended February 28, 2018, other than the changes described below.

i) Assets and liabilities

IFRS 9 uses a single approach to determine whether a financial asset is measured at amortized cost or fair value, replacing the multiple rules in IAS 39. The approach in IFRS 9 is based on how an entity manages its financial instruments and the contractual cash flow characteristics of the financial assets. Most of the requirements in IAS 39 for classification and measurement of financial liabilities were carried forward in IFRS 9.

3. MODIFICATION DE MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

C) INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

i) Actifs et passifs (suite)

Le tableau suivant résume les modifications apportées aux catégories d'évaluation des actifs et passifs financiers de la Société aux 1^{er} mars 2018 et 2017.

	Catégorie aux termes d'IAS 39	Catégorie aux termes d'IFRS 9
Actifs financiers :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Juste valeur par le biais du résultat net
Débiteurs	Prêts et créances	Coût amorti
Placements dans des instruments de capitaux propres	Disponibles à la vente	Désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
Passifs financiers :		
Fournisseurs et frais courus	Autres passifs financiers	Coût amorti
Emprunt à court terme	Autres passifs financiers	Coût amorti

La comptabilisation de ces instruments et le poste auquel ils sont inscrits dans l'état consolidé de la situation financière ne sont pas touchés par l'adoption d'IFRS 9, et aucun ajustement significatif n'a à être apporté à l'évaluation des actifs et passifs financiers de la Société. Toutefois, les instruments de capitaux propres qui étaient auparavant classés disponibles à la vente et qui sont désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont plus assujettis à une évaluation pour dépréciation, et les profits et pertes à la cession ne seront jamais portés en résultat net.

4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

4.1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

La Société a préparé ses états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada tels qu'ils sont énoncés dans la partie I du Manuel des Comptables Professionnels Agréés du Canada - Comptabilité, qui intègrent les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principales méthodes comptables décrites dans la présente note. Ces méthodes ont été appliquées tout au long des exercices présentés, sauf dans le cas où il en est fait mention. Ils ont été établis au coût historique à l'exception de certains instruments financiers à leur juste valeur.

4.2. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la société mère et de toutes ses filiales. Les filiales sont constituées des entités sur lesquelles la Société a droit ou est exposée à des rendements variables de par ses liens avec l'entité émettrice et à la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur l'entité émettrice. Les états financiers des filiales sont compris dans les états financiers consolidés de la Société à partir de la date à laquelle le contrôle entre en vigueur jusqu'à la date à laquelle le contrôle prend fin. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées lorsque cela était nécessaire pour qu'elles soient conformes aux méthodes adoptées par la Société.

Les filiales de la Société, lesquelles sont entièrement détenues, sont les suivantes :

- Murray Brook Minerals Inc.
- Murray Brook Resources Incorporated.

4.3. CONSTATATION DES PRODUITS

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date d'opération et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de comptabilité d'exercice en fonction du temps écoulé. Les autres revenus sont comptabilisés lorsque les services sont rendus

3. CHANGES IN ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

C) FINANCIAL INSTRUMENTS (CONTINUED)

i) Assets and liabilities (continued)

The following table summarizes the classification and measurement changes for the Company's financial assets and liabilities as of March 1, 2018 and 2017

	Category under IAS 39	Category under IFRS 9
Financial assets:		
Cash and cash equivalents	Loans and receivables	Fair value through profit or loss
Accounts receivable	Loans and receivables	Amortized cost
Investments in equity instruments	Available-for-sale	Designated at fair value through other comprehensive income (loss)
Financial liabilities:		
Accounts payable and accrued expenses	Other financial liabilities	Amortized cost
Short-term loan	Other financial liabilities	Amortized cost

The accounting for these instruments and the line item in which they are included in the consolidated statements of financial position are unaffected by the adoption of IFRS 9, and no material measurement adjustments are required to the Company's financial assets and liabilities. However, the equity instruments that were previously classified as available-for-sale and that have been designated at fair value through other comprehensive income (loss) are no longer subject to impairment assessments and gains and losses on disposal will never be recognized in net income (loss).

4. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

4.1. BASIS OF PREPARATION

The Company prepared its consolidated financial statements in accordance with Canadian Generally Accepted Accounting Principles ("GAAP") as set out in the Handbook of the Chartered Professional Accountants of Canada – Accounting part 1, which incorporates International Financial Reporting Standards ("IFRS"). The consolidated financial statements have been prepared in accordance with the accounting policies described in this Note. These policies have been applied throughout the years presented except in the case where it is actually mentioned. They have been prepared under the historical cost convention except for certain financial instruments at their fair value.

4.2. BASIS OF CONSOLIDATION

The consolidated financial statements include the financial statements of the Parent Company and all its subsidiaries. The subsidiaries consist of entities over which the Company has right, or is exposed, to variable returns from its involvement with the investee and has the ability to affect those returns through its power over the investee. The financial statements of subsidiaries are included in the Company's consolidated financial statements from the date that control starts until the date that control ceases. All intercompany transactions and balances have been eliminated on consolidation. The accounting methods of subsidiaries have been changed when necessary to align them with the methods adopted by the Company.

The subsidiaries of the Company, all wholly-owned, are as follows:

- Murray Brook Minerals Inc.
- Murray Brook Resources Incorporated.

4.3. REVENUE RECOGNITION

Investment transactions are recognized on the transaction date, and the resulting revenue is recorded on an accrual basis. Other revenues are recorded as services are carried out.

4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

4.4. AIDES GOUVERNEMENTALES

Dans le cadre de ses activités, la Société reçoit différentes subventions relativement à l'expansion de ses activités. Ces aides gouvernementales sont constatées lorsqu'il y a une assurance raisonnable que la Société se conformera aux conditions attachées aux subventions et que celles-ci seront reçues. La Société utilise la méthode de la réduction du coût pour comptabiliser les subventions. Celles-ci sont portées en diminution de la charge ou de l'actif admissible auquel les subventions se rapportent.

Lorsque l'aide gouvernementale est remboursable, un passif est créé si un événement donnant lieu au remboursement survient. Ce passif est comptabilisé à la valeur actualisée des remboursements qui sont dus.

4.5. INSTRUMENTS FINANCIERS

Des actifs financiers et des passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie liés aux actifs arrivent à expiration ou ont été transférés, et que la Société a transféré pratiquement tous les risques et avantages inhérents à la propriété des actifs. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'obligation précisée au contrat est acquittée ou annulée ou qu'elle a expiré.

ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Si l'actif financier n'est pas ultérieurement comptabilisé à la juste valeur, alors l'évaluation initiale tient compte des coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif. Lors de la comptabilisation initiale, la Société classe ses actifs financiers dans les catégories d'évaluation suivantes :

- évalués ultérieurement au coût amorti;
- évalués ultérieurement à la juste valeur (soit par le biais des autres éléments du résultat global, soit par le biais du résultat net).

Les placements dans des instruments de capitaux propres sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins que la Société ne fasse, instrument par instrument, le choix irrévocable, au moment de la comptabilisation initiale, de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations de la juste valeur. Dans le cas des placements dans des instruments d'emprunt, le classement dépend du modèle économique que suit l'entité pour gérer les actifs financiers et des modalités contractuelles des flux de trésorerie. Dans le cas des actifs évalués à la juste valeur, les profits et les pertes sont comptabilisés soit en résultat net, soit dans les autres éléments du résultat global.

i) Actifs financiers évalués au coût amorti

Un actif financier est ultérieurement évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et déduction faite de toute perte de valeur si :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts sur le capital restant dû.

ii) Actifs financiers évalués à la juste valeur

Un actif financier doit être évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Un actif financier doit être évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si les deux conditions suivantes sont réunies :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts sur le capital restant dû.

Dans le cas des placements dans des instruments d'emprunt, cette évaluation dépendra du modèle économique suivant lequel le placement est détenu. Dans le cas des placements dans des instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction, cette évaluation sera déterminée par le fait que la Société a fait ou non le choix irrévocable, au moment de la comptabilisation initiale, de comptabiliser le placement comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global; si la Société a fait ce choix, les profits et les pertes ne seront jamais reclassés en résultat net. Les dividendes rapportés par de tels placements sont comptabilisés en résultat net, à moins qu'il ne soit clair que le dividende représente le remboursement d'une partie du coût du placement.

4. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

4.4. GOVERNMENT SUBSIDIES

As part of its activities, the Company receives various grants in order to expand its activities. These government subsidies are recorded when there is reasonable assurance that the Company will comply with the conditions attached to the grants and that the grants will be received. The Company uses the cost reduction method to account for grants. They reduce the expense or the eligible asset to which they relate.

When the government subsidy is refundable, a liability is created if an event giving rise to a refund occurs. This liability is recorded at the discounted value of the refunds that are due.

4.5. FINANCIAL INSTRUMENTS

Financial assets and liabilities are recognized when the Company becomes a party to the contractual provisions of the instrument. Financial assets are derecognized when the rights to receive cash flows from the assets have expired or have been transferred and the Company has transferred substantially all risks and rewards of ownership. Financial liabilities are derecognized when the obligation specified in the contract is discharged, cancelled or expires.

FINANCIAL ASSETS

Financial assets are initially measured at fair value. If the financial asset is not subsequently accounted for at fair value, then the initial measurement includes transaction costs that are directly attributable to the asset's acquisition or origination. On initial recognition, the Company classifies its financial assets in the following measurement categories:

- measured subsequently at amortized cost; and
- measured subsequently at fair value (either through other comprehensive income (loss), or through net income (loss)).

Investments in equity instruments are classified at fair value through profit or loss, unless the Company makes, on an instrument-by-instrument basis, an irrevocable election at the time of initial recognition to present in other comprehensive income its changes in fair value. For investments in debt instruments, the classification depends on the entity's business model for managing the financial assets and the contractual terms of the cash flows. For assets measured at fair value, gains and losses will either be recorded in profit or loss or other comprehensive income.

i) Financial assets measured at amortized cost

A financial asset is subsequently measured at amortized cost, using the effective interest method and net of any impairment loss, if:

- the financial asset is held within a business model whose objective is to hold financial assets in order to collect contractual cash flows; and
- the contractual terms of the financial asset give rise on specified dates to cash flows that are solely payments of principal and interest on the principal amount outstanding.

ii) Financial assets measured at fair value

A financial asset shall be measured at fair value through net loss unless it is measured at amortized cost or at fair value through other comprehensive income.

A financial asset shall be measured at fair value through other comprehensive income if both of the following conditions are met:

- the financial asset is held within a business model whose objective is achieved by both collecting contractual cash flows and selling financial assets; and
- the contractual terms of the financial asset give rise on specified dates to cash flows that are solely payments of principal and interest on the principal amount outstanding.

For investments in debt instruments, this will depend on the business model in which the investment is held. For investments in equity instruments that are not held for trading, this will depend on whether the Company has made an irrevocable election at the time of initial recognition to account for the equity investment at fair value through other comprehensive income, in which case, gains and losses will never be reclassified to net loss. Dividends earned from such investments are recognized in net loss, unless the dividend clearly represents a repayment of part of the cost of the investment.

4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

4.5. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

ACTIFS FINANCIERS (SUITE)

iii) Dépréciation

La Société évalue sur une base prospective les pertes de crédit attendues liées à ses instruments d'emprunt qui sont comptabilisés au coût amorti ou par le biais des autres éléments du résultat global. Le choix de la méthode de dépréciation à employer sera déterminé par le fait qu'il y a eu ou non une augmentation importante du risque de crédit.

La Société suppose que le risque de crédit que comporte l'instrument financier n'a pas augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale si elle détermine que ce risque est faible à la date de clôture. Le risque de crédit que comporte un instrument financier est considéré comme faible si l'instrument financier comporte un risque de défaillance faible et si l'emprunteur a une solide capacité à remplir ses obligations au titre des flux de trésorerie contractuels à court terme et que cette capacité ne sera pas nécessairement diminuée par des changements défavorables dans les conditions économiques et commerciales à plus long terme, même si elle peut l'être. Un instrument financier noté « catégorie investissement » par une agence de notation pourrait être considéré comme présentant un risque de crédit faible.

La Société applique la méthode simplifiée permise par IFRS 9 aux créances clients qui exige la comptabilisation des pertes attendues pour la durée de vie dès la comptabilisation initiale de ces créances.

PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur, déduction faite de tous les coûts de transaction qui leur sont directement attribuables. Après leur comptabilisation initiale, ces instruments financiers sont évalués soit au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, soit à la juste valeur par le biais du résultat net.

4.6. RÉSULTAT NET DE BASE ET DILUÉ PAR ACTION

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat net dilué par action est calculé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Société ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives lesquelles englobent les options d'achat d'actions et les bons de souscription. Il faut considérer que les actions ordinaires potentielles dilutives ont été converties en actions ordinaires au début de l'exercice ou à la date d'émission des actions ordinaires potentielles si elle est ultérieure.

Pour calculer le résultat net dilué par action, une entité doit supposer que les options dilutives et les bons de souscription dilutifs ont été exercés. Le produit supposé de ces instruments doit être considéré comme ayant été perçu lors de l'émission d'actions ordinaires au cours moyen du marché des actions ordinaires pendant l'exercice. Pour les exercices terminés le 28 février 2019 et le 28 février 2018, le résultat net dilué par action est équivalent au résultat net de base par action, compte tenu de l'effet antidilutif des options d'achat d'actions et des bons de souscription lorsque la Société subit des pertes et / ou que les options d'achat d'actions et les bons de souscription sont émis à un cours supérieur au cours moyen du marché.

4.7. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société sont composés de l'encaisse et des placements temporaires dont le terme est égal ou inférieur à trois mois à compter de la date d'acquisition, qui sont très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

4.8. ENCAISSE RÉSERVÉE À LA PROSPECTION ET À L'ÉVALUATION

L'encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation représente le produit de financements accreditifs non dépensé. Selon les restrictions imposées par ces sources de financement, la Société doit consacrer les fonds encaissés à la prospection et à l'évaluation de propriétés minières.

4. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

4.5. FINANCIAL INSTRUMENTS (CONTINUED)

FINANCIAL ASSETS (CONTINUED)

iii) Impairment

The Company assesses on a forward-looking basis the expected credit losses associated with its debt instruments carried at amortized cost and through other comprehensive income (loss). The impairment methodology applied depends on whether there has been a significant increase in credit risk.

The Company assumes that the credit risk on a financial instrument has not increased significantly since initial recognition if the financial instrument is determined to have low credit risk at the reporting date. Such assessment exists if the financial instrument has a low risk of default, the borrower has a strong capacity to meet its contractual cash flow obligations in the near term and adverse changes in economic and business conditions in the longer term may, but will not necessarily, reduce the ability of the borrower to fulfil its contractual cash flow obligations. An external rating of investment grade is considered to indicate that a financial instrument that may be considered as having low credit risk.

For trade receivables, the Company applies the simplified approach permitted by IFRS 9, which requires expected lifetime losses to be recognized from initial recognition of the receivables.

FINANCIAL LIABILITIES

Financial liabilities are initially recorded at fair value net of any directly attributable transactions costs. Subsequent to initial recognition these financial instruments are either measured at amortized cost using the effective interest method or at fair value through profit or loss.

4.6. BASIC AND DILUTED NET EARNINGS PER SHARE

Basic net earnings per share is calculated by dividing the net earnings attributable to the Company's common share holders by the weighted average number of common shares outstanding during the year. Diluted earnings per share is calculated by adjusting the earnings attributable to holders of the Company's common shares as well as the weighted average number of outstanding common shares for the effects of all dilutive potential common shares which include stock options and warrants. It must be taken into account that dilutive potential common shares were converted to common shares at the beginning of the period or on the date of issuance of the potential common shares if it was a later date.

To determine the diluted earnings per share, an entity must assume that the dilutive stock options and warrants have been exercised. The assumed proceeds from these instruments must be considered as having been received during the issuance of common shares at the average market price of common shares during the year. For the years ended February 28, 2019 and February 28, 2018, the diluted earnings per share is equal to the basic earnings per share, due to the anti-dilutive effect of stock options and warrants when the Company suffers losses and / or the stock options and warrants are issued at a price that is higher than the average market price.

4.7. CASH AND CASH EQUIVALENTS

The Company's cash and cash equivalents include cash and short-term investments with a term equal to or less than three months from the date of issue or that are highly liquid, readily convertible to known amounts of cash, and subject to an insignificant risk of change in value.

4.8. CASH RESERVED FOR PROSPECTION AND EVALUATION

Cash reserved for prospection and evaluation represents proceeds from flow-through financing not yet incurred in prospection. According to the requirements of those financings, the Company has to apply the funds received for mining prospection activities.

4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

4.9. ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION

Les actifs de prospection et d'évaluation incluent les coûts d'acquisition des droits miniers (propriétés minières) et les dépenses liées à la prospection et à l'évaluation des propriétés minières (frais de prospection). Ces actifs sont comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles et sont présentés au coût moins les pertes de valeur, les aides gouvernementales, les droits remboursables et les contributions de partenaires.

Les coûts engagés avant l'acquisition des servitudes légales de prospection et d'évaluation sont comptabilisés au résultat net au moment où ils sont engagés. Les droits miniers et les dépenses relatives aux activités de prospection et d'évaluation sont incorporés au coût de l'actif par propriété jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale soient démontrées. Aucun amortissement n'est imputé au cours de la phase de prospection et d'évaluation. Les coûts capitalisés incluent notamment les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques, les forages de prospection, le creusement de tranchées, l'échantillonnage, les activités en liaison avec l'évaluation de la faisabilité technique et de la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale et les paiements fondés sur des actions reliés aux actifs de prospection et d'évaluation.

S'il était établi que la viabilité d'un projet n'est pas assurée ou si le projet était abandonné, le montant capitalisé serait réduit à sa valeur recouvrable et l'écart étant alors comptabilisé immédiatement en résultat net.

Si la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale peuvent être démontrées, les actifs de prospection et d'évaluation relatifs à la propriété minière sont alors transférés dans la catégorie *Actifs miniers en construction*. Avant le transfert, les actifs de prospection et d'évaluation doivent être soumis à un test de dépréciation, et toute perte doit être comptabilisée en résultat net avant le reclassement.

À la suite du transfert des actifs de prospection et d'évaluation dans la catégorie *Actifs miniers en construction*, tous les coûts subséquents de construction, d'installation et d'achèvement de l'équipement et des infrastructures sont capitalisés dans la catégorie *Actifs miniers en construction*. Une fois l'étape de développement complétée, tous les actifs inclus sous *Actifs miniers en construction* sont alors transférés dans la catégorie *Actifs miniers* et sont amortis sur les durées d'utilité de ces actifs. Jusqu'à maintenant, aucune viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minière n'a été démontrée.

CESSION D'INTÉRÊT RELATIVEMENT À DES CONVENTIONS D'OPTION

Lors de cessions d'intérêts relativement à des conventions d'option, la Société ne comptabilise pas les dépenses de prospection et d'évaluation engagées sur les propriétés par l'acquéreur. De plus, les contreparties reçues en trésorerie de l'acquéreur sont portées en diminution de la valeur comptable des dépenses capitalisées auparavant, tout excédent étant comptabilisé comme un profit sur la cession d'actifs de prospection et d'évaluation en résultat net.

4.10. ACQUISITION D'INTÉRÊTS SUR UNE PROPRIÉTÉ MINIÈRE

L'acquisition d'une propriété minière est traitée comme un regroupement d'entreprises ou comme un achat d'actifs. La détermination du traitement repose sur une évaluation des facteurs au moment de l'acquisition. Un regroupement d'entreprises est une transaction dans laquelle un contrôle sur une ou plusieurs entreprises est obtenu. Une entreprise est définie comme un ensemble intégré d'activités et d'actifs qui a la capacité de créer des sorties. Si l'ensemble intégré des activités et des actifs est dans la phase d'exploration ou de développement et n'a donc pas de sorties, la Société considère les autres facteurs pour déterminer si les actifs sont une entreprise. Ceux-ci incluent, mais ne se limitent pas à, que ce soit l'ensemble des biens et activités :

- a) a prévu des activités principales;
- b) a identifié des réserves minières et des processus nécessaires pour générer les entrées nécessaires à la production de sortie;
- c) poursuit un plan visant à produire des extraits;
- d) et sera en mesure de vendre les produits fabriqués.

Tous les facteurs précités n'ont pas à être présents pour un ensemble spécifique intégré des activités et des actifs en voie d'élaboration pour être considéré comme une entreprise.

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, dans laquelle les actifs acquis et des passifs sont enregistrés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

4. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

4.9. PROSPECTION AND EVALUATION ASSETS

Prospection and evaluation assets include costs incurred in the acquisition of mining rights (mining properties) and expenditures related to the prospection and evaluation of mining properties (prospection expenses). These assets are recognized as intangible fixed assets and are shown at cost less impairment, government subsidies, refundable rights, and partner contributions.

Costs incurred prior to the acquisition of legal easements for prospection and evaluation are recognized on the income statement at the time when they are incurred. Mining rights and expenditures related to prospection and evaluation activities are capitalized in the cost of the asset, by property, until the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource are demonstrated. No depreciation is charged during the prospection and evaluation phase. Capitalized costs include topographical, geological, geochemical, and geophysical surveys, prospection drilling, trenching, sampling, activities related to the evaluation of technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource, and share-based payments related to prospection and evaluation assets.

If it has been established that a project's viability is not guaranteed or if a project has been abandoned, the capitalized amount will be reduced to its recoverable value, and the difference will be recognized immediately in net earnings.

If the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource can be demonstrated, the prospection and evaluation assets related to the mining property will then be transferred to the *Mining assets under construction* category. Before the transfer, prospection and evaluation assets must undergo an impairment test, and all impairment must be recognized in the net earnings before reclassification.

After transferring prospection and evaluation assets to the *Mining assets under construction* category, all subsequent costs related to construction, installation, and completion of equipment and facilities are capitalized in the *Mining assets under construction* category. Once the development stage is completed, all assets included in *Mining assets under construction* are then transferred to the *Mining assets* category and are depreciated over the useful lives of these assets. To date, no mineral resources have proven to be commercially viable.

ASSIGNMENT OF INTEREST IN RELATION TO OPTION AGREEMENTS

During assignments of interests with regard to option agreements, the Company does not recognize prospection and evaluation expenditures incurred on the properties by the acquirer. In addition, the cash consideration received from the acquirer reduces the book value of the previously capitalized expenditures, with any surplus being recognized as a profit on the disposal of prospection and evaluation assets in net earnings.

4.10. ACQUISITION OF MINERAL PROPERTY INTERESTS

The Company treats the acquisition of a mineral property interest as either a business combination or asset purchase. The determination of treatment is based upon an assessment of factors at the time of acquisition. A business combination is a transaction in which control over one or more businesses is obtained. A business is defined as an integrated set of activities and assets that is capable of creating outputs which provide a positive economic return to stakeholders. If the integrated set of activities and assets is in the exploration or development stage and therefore does not have outputs, the Company considers other factors to determine if the assets are a business. These include, but are not limited to, whether the set of activities and assets:

- a) has planned principal activities;
- b) has identified mineral reserves and processes needed to generate the inputs required for output production;
- c) is pursuing a plan to produce outputs;
- d) and will be able to sell the produced outputs.

Not all of the above factors need to be present for a particular integrated set of activities and assets in the development stage to qualify as a business.

Business acquisitions are accounted for using the acquisition method, in which the acquired assets and liabilities are recorded at fair value at the date of acquisition.

4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

4.10. ACQUISITION D'INTÉRÊTS SUR UNE PROPRIÉTÉ MINIÈRE (SUITE)

Les acquisitions pour lesquelles une entreprise n'est pas acquise sont considérées comme une acquisition d'actifs. Dans ce cas, la juste valeur est attribuée aux actifs et aux passifs pris en charge au moment de l'acquisition.

Les coûts d'acquisition pour une acquisition d'actifs ou d'entreprises sont imputés au résultat net de la période où ils sont réalisés.

4.11. PROVISION POUR FRAIS DE RESTAURATION

Une provision pour frais de restauration environnementale est comptabilisée lorsque : i) la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés; ii) il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation; et iii) le montant peut être évalué de façon fiable.

4.12. DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus). Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède la valeur recouvrable. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable.

4.13. CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Les contrats de location pour lesquels une portion importante des risques et des avantages est conservée par le bailleur sont traités comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges linéairement pendant toute la durée du contrat de location. Les frais connexes, comme ceux se rapportant à la maintenance et l'assurance, sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

4.14. AVANTAGES DU PERSONNEL

Le coût des avantages du personnel à court terme (ceux qui sont payables dans les 12 mois après que le service soit rendu, comme les congés de vacances et de maladie payés, les primes et certains avantages non monétaires tels que les soins médicaux) est comptabilisé dans l'exercice où le service est rendu et n'est pas actualisé.

4.15. REDEVANCES

Les redevances sur les produits nets de fonderie ne sont généralement pas comptabilisées au moment de l'acquisition d'une propriété minière puisqu'elles sont considérées comme étant un passif éventuel. Les redevances ne sont comptabilisées que lorsqu'elles sont probables et qu'elles peuvent être évaluées avec une fiabilité suffisante.

4.16. MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les éléments des états financiers consolidés sont évalués dans la monnaie de l'environnement principal dans lequel la Société exerce ses activités (la monnaie fonctionnelle). La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société sont le dollar canadien.

4.17. MONNAIE ÉTRANGÈRE

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et les passifs non monétaires ainsi que les éléments des produits des activités ordinaires et des charges libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur aux dates des transactions respectives. Les profits et les pertes de change découlant du règlement de ces transactions sont comptabilisés en résultat net.

4. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

4.10. ACQUISITION OF MINERAL PROPERTY INTERESTS (CONTINUED)

Acquisitions in which a business is not acquired are treated as an asset purchase. In this case, the fair value of the consideration provided is allocated to the individual fair value of assets and liabilities assumed at the time of acquisition.

The costs of acquisition for an asset or business acquisition are recognized in net earnings in the period they are incurred.

4.11. PROVISION FOR CLEAN-UP EXPENSES

A provision for environmental clean-up expenses is recognized when: i) the Company has a current obligation (legal or implied) resulting from past events; ii) it is more likely than not that an outflow of resources will be necessary to settle the obligation; and iii) the amount can be reliably measured.

4.12. IMPAIRMENT OF LONG-LIVED ASSETS

Long-lived assets are tested for impairment whenever events or changes in circumstances indicate that their carrying amount may not be recoverable. The recoverable amount is the higher of its fair value less costs for sale and its value in use (present value of the future cash flows expected). An impairment loss is recognized when their carrying value exceeds the recoverable amount. The amount of the impairment loss is determined as the excess of the carrying value of the asset over its recoverable amount.

4.13. OPERATING LEASES

Leases in which the lessor retains a significant portion of the risks and benefits are treated as operating leases. Payments made under operating leases are recognized as an expense on a straight-line basis for the entire duration of the lease. Related fees, like those relating to maintenance and insurance, are recognized as expenses as they are incurred.

4.14. EMPLOYEE BENEFITS

The cost of short-term employee benefits (those that are payable within twelve months after services are rendered, such as paid vacation and sick leave, bonuses, and certain non-monetary benefits such as medical care) is recognized in the year when the service is rendered and is not discounted.

4.15. ROYALTIES

Royalties on net smelter proceeds are not generally recognized at the time of the acquisition of a mining property since they are considered to be contingent liabilities. Royalties are only recognized when they are likely and can be measured with sufficient reliability.

4.16. FUNCTIONAL AND PRESENTATION CURRENCY

Items included in the consolidated financial statements are measured using the currency of the primary economic environment in which the Company operates ("the functional currency"). The Company's consolidated financial statements are presented in Canadian dollars, which are the Company's functional and presentation currency.

4.17. FOREIGN CURRENCIES

Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated at the prevailing exchange rate at the reporting date. Non-monetary assets and liabilities, and revenue and expense items denominated in foreign currencies are translated into the functional currency using the exchange rate prevailing at the dates of the respective transactions. Foreign exchange gains and losses resulting from the settlement of such transactions are recognized in net earnings.

4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

4.18. IMPÔT DIFFÉRÉ

La Société comptabilise la charge d'impôt selon la méthode de l'actif et du passif d'impôt différé. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont déterminés en fonction de l'écart temporel entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Tout changement survenu dans le montant net des actifs et passifs d'impôt différé est porté aux résultats. Les actifs et passifs d'impôt différé sont déterminés en fonction des taux d'imposition et des lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir, s'appliqueront au revenu imposable des périodes au cours desquelles les actifs et passifs seront recouverts ou réglés. Les actifs d'impôt différé sont constatés lorsqu'il est probable qu'ils se réaliseront. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

La charge d'impôt comprend l'impôt exigible et différé. Cette charge est constatée dans le résultat net, sauf pour l'impôt relié aux éléments inclus dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, en tel cas la charge d'impôt est comptabilisée respectivement dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres.

En vertu de la législation fiscale relative aux placements accreditifs, la Société est tenue de renoncer à des déductions pour des dépenses de prospection et d'évaluation au profit des investisseurs. Lorsque la Société a renoncé aux déductions fiscales et a engagé les dépenses admissibles, la renonciation aux déductions fiscales est comptabilisée en résultat en augmentation de la charge d'impôt différé et un passif d'impôt différé est comptabilisé pour l'écart temporaire entre la valeur comptable des dépenses admissibles capitalisées dans les actifs et la base fiscale de celles-ci.

L'actif ou le passif d'impôt exigible correspond aux obligations ou aux réclamations des exercices précédents ou courant des autorités fiscales qui ne sont toujours pas reçues ou payées à la fin de l'exercice. L'impôt exigible est calculé en fonction du bénéfice fiscal qui diffère du résultat net. Ce calcul a été effectué en fonction des taux d'imposition et des lois en vigueur à la fin de l'exercice.

4.19. CAPITAUX PROPRES

Capital social

Le capital social est présenté à la valeur à laquelle les actions ont été émises, diminué des primes sur actions accreditives et sur certains bons de souscription. Les coûts liés à l'émission d'actions, des bons de souscription et des options d'achat d'actions sont présentés dans les capitaux propres, nets d'impôts, en déduction du produit d'émission au cours de l'exercice où ces transactions ont eu lieu.

Émission d'actions accreditives

La Société finance certains actifs de prospection et d'évaluation au moyen de l'émission d'actions accreditives. L'émission d'actions accreditives est comptabilisée comme un instrument financier composé. La composante « passif » représente l'obligation de transférer des déductions fiscales au profit des investisseurs. Les produits des émissions d'actions dans le cadre de placements accreditifs sont répartis entre les actions accreditives émises et le passif au moyen de la méthode résiduelle. Les produits sont d'abord imputés aux actions en fonction du cours de la Bourse au moment de l'émission et le montant résiduel est attribué au passif, lequel est renversé aux résultats à titre de prime sur placement accreditif lorsque les dépenses admissibles sont engagées.

Bons de souscription

Les produits des émissions d'unités sont répartis entre les actions et les bons de souscription émis au moyen de la méthode résiduelle. Les produits sont d'abord imputés aux actions en fonction du cours de la Bourse au moment de l'émission et le montant résiduel est attribué aux bons de souscription. La juste valeur des bons de souscription émis aux courtiers est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes.

Surplus d'apport

Le surplus d'apport représente les charges liées aux options sur actions et aux bons de souscription jusqu'à l'exercice de ceux-ci.

Résultats non distribués

Les résultats non distribués comprennent l'ensemble des profits et pertes non distribués de l'exercice en cours et des exercices antérieurs.

4. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

4.18. DEFERRED TAX

The Company recognizes income taxes according to the deferred tax asset and liability method. Deferred tax assets and liabilities are determined based on the temporal difference between the book value and the fiscal value of the assets and liabilities. Any change in the net amount of the deferred tax assets and liabilities is recorded in earnings. Deferred tax assets and liabilities are determined based on the tax rate and tax laws enacted or substantively enacted that, according to what is to be provided for, will apply to the taxable income of the periods during which the assets and liabilities will be recovered or settled. Deferred tax assets are recognized when it is likely that they will be realized. Deferred tax assets and liabilities are not discounted.

The tax expense includes current and deferred tax. This expense is recognized in net earnings, except for the tax related to items included in other comprehensive income or in shareholders' equity; in this case, the tax expense is recognized in other comprehensive income or shareholders' equity respectively.

Under tax legislation related to flow-through investments, the Company is required to forfeit deductions for prospecting and evaluation expenses and pass them on to investors. When the Company has given up income tax deductions and has incurred eligible expenses, the forfeited tax deductions are recognized in earnings as an increase in the deferred tax expense, and a deferred tax liability is recognized for the temporary difference between the book value of eligible expenses capitalized in assets and their tax base.

The payable tax asset or liability corresponds to the obligations or claims for previous or current year of the tax authorities that are still not received or paid at the end of the year. Current tax is calculated based on taxable income, which differs from net earnings. This calculation was performed based on the tax rates and the laws in force at the end of the year.

4.19. SHAREHOLDERS' EQUITY

Capital stock

Capital stock is presented at the value at which the shares were issued, minus premiums on flow-through shares and on certain warrants. Costs related to the issuance of shares, warrants, and stock options are presented in shareholders' equity, net of taxes, as a deduction from the proceeds of issue during the year in which these transactions took place.

Issuance of flow-through shares

The Company finances certain prospecting and evaluation assets by issuing flow-through shares. The issuance of flow-through shares is recognized as a derivative financial instrument. The liability component represents the obligation to transfer tax deductions to investors. Proceeds from shares issued as flow-through investments are allocated between flow-through shares issued and liabilities through the residual method. The proceeds are first allocated to shares based on the market price at the time of issuance, and the residual amount is allocated to liabilities, which is reversed in earnings as a flow-through premium when eligible expenses are incurred.

Warrants

Proceeds from issuance of units are allocated between shares and warrants issued using the residual method. Proceeds are first allocated to shares according to the quoted price of existing shares at the time of issuance and any residual in the proceeds is allocated to warrants. The fair value of the warrants issued to brokers is determined by using the Black-Scholes option pricing model.

Contributed surplus

The contributed surplus includes expenses associated with stock options and warrants until they are exercised.

Retained earnings

Retained earnings include all non-distributed profits and losses from the current year and prior years.

4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

4.20. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

La Société gère un régime de paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres à l'intention des administrateurs, membres du personnel et consultants qui y sont admissibles. Le régime ne comporte pas d'options de règlement en espèces. La Société émet également à l'occasion des bons de souscription de courtier.

Tous les biens et les services reçus en contrepartie de l'octroi d'un paiement fondé sur des actions sont évalués à leur juste valeur. Lorsqu'un membre du personnel est rémunéré au moyen de paiements fondés sur des actions, la juste valeur des services rendus par ce membre du personnel est déterminée indirectement par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués. La même méthode est utilisée pour les transactions avec des consultants dont le paiement est fondé sur des actions et dont la juste valeur des services reçus ne peut être évaluée de façon fiable. Cette juste valeur est évaluée à la date d'attribution.

Les paiements fondés sur des actions, à l'exception des bons de souscription de courtier, sont ultimement comptabilisés en charges aux résultats ou capitalisés comme actifs de prospection et d'évaluation selon la nature du paiement et la contrepartie est portée au crédit du surplus d'apport dans les capitaux propres. Les paiements fondés sur des actions à des courtiers dans le cas d'un financement en actions sont comptabilisés comme frais d'émission d'instruments de capitaux propres et la contrepartie est comptabilisée au crédit du surplus d'apport dans les capitaux propres.

Chaque tranche d'une attribution dont l'acquisition est échelonnée dans le temps est traitée comme une attribution distincte ayant sa propre date d'acquisition des droits et sa propre juste valeur.

Dans les cas où des périodes ou des conditions d'acquisition de droits s'appliquent, la charge est répartie sur la période d'acquisition en fonction de la meilleure estimation disponible du nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue. Les conditions d'acquisition non liées au marché font partie des hypothèses portant sur le nombre d'options qui, selon les attentes, deviendront exerçables. Les estimations sont ensuite révisées lorsqu'il y a des indications à l'effet que le nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue diffère des estimations précédentes. Tout rajustement cumulatif avant l'acquisition des droits est comptabilisé dans l'exercice en cours. Aucun rajustement n'est apporté aux charges comptabilisées dans des exercices antérieurs si le nombre d'options sur actions qui ont finalement été acquises diffère de celui qui avait été prévu au moment de l'acquisition.

Au moment de l'exercice d'une option sur actions et des bons de souscription de courtier, les produits reçus moins les coûts de transaction directement attribuables sont portés au capital social. Les charges accumulées liées aux options sur actions et aux bons de souscription de courtier comptabilisées au surplus d'apport sont transférées au capital social.

4.21. INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce actuellement ses activités dans un seul secteur, soit l'acquisition, la prospection et la mise en valeur de propriétés minières. Toutes les activités de la Société sont menées au Canada.

4. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

4.20. SHARE-BASED PAYMENTS

The Company manages a direct equity-settled share-based payment system for directors, staff members, and consultants who are eligible. The system does not include cash settlement options. The Company also occasionally issues broker warrants.

All goods and services received in exchange for the grant of any share-based payment are measured at their fair value. When a staff member is compensated through share-based payments, the fair value of this staff member's services rendered is determined indirectly by reference to the fair value of the shareholders' equity instruments granted. The same method is used for transactions with consultants whose payment is based on shares and for which the fair value of the received services cannot be measured reliably. This fair value is measured at the allocation date.

Share-based payments, with the exception of broker warrants, are ultimately recognized in earnings as an expense or capitalized as prospecting and evaluation assets according to the nature of the payment, and the offset is credited to contribute surplus in shareholders' equity. Share-based payments to brokers in the case of equity financing are recognized as issue expenses for shareholders' equity instruments, and the offset is credited to contribute surplus in shareholders' equity.

Each tranche of an award with a phased vesting period is considered to be a distinct award with its own vesting date and its own fair value.

If vesting periods or conditions apply, the expense is allocated over the vesting period based on the best available estimate of the number of stock options expected to vest. Non-market vesting conditions are part of assumptions on the number of options that, depending on expectations, will become exercisable. Estimations are then revised when there are indications that the number of share options expected to vest differs from previous estimates. Any cumulative adjustment prior to vesting is recognized in the current year. No adjustment is made to charges recorded in previous years if the number of stock options that were ultimately vested differs from what was expected at the moment of vesting.

When exercising a stock option and broker warrants, proceeds received less directly attributable transaction costs are applied to capital stock. Accumulated expenses related to stock options and broker warrants recognized as contributed surplus are transferred to shareholders' equity.

4.21. SEGMENT REPORTING

The Company currently operates in a single segment: the acquisition, exploration and development of mining properties. All of the Company's activities are conducted in Canada.

5. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. L'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-après.

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION

Pour les actifs de prospection et d'évaluation, la direction doit notamment porter un jugement sur les éléments suivants afin de déterminer s'il y a lieu ou non de procéder à un test de dépréciation : la période pendant laquelle la Société a le droit d'explorer dans la zone spécifique a expiré pendant cette période ou expirera dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé; d'importantes dépenses de prospection et d'évaluation ultérieures de ressources minérales dans la zone spécifique ne sont ni prévues au budget, ni programmées; la prospection et l'évaluation de ressources minérales dans la zone spécifique n'ont pas mené à la découverte de quantités de ressources minérales commercialement viables et la Société a décidé de cesser de telles activités dans la zone spécifique; ou encore, des données suffisantes existent pour indiquer que, bien qu'il soit probable qu'un développement dans la zone spécifique se poursuivra, la valeur comptable de l'actif de prospection et d'évaluation ne sera probablement pas récupérée dans sa totalité à la suite du développement réussi ou de la vente.

S'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur, la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement doit être estimée. S'il n'est pas possible d'en estimer la valeur recouvrable, la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient doit être déterminée. L'identification des unités génératrices de trésorerie est une étape qui nécessite une part considérable de jugement de la part de la direction. Le test de dépréciation d'un actif individuel ou d'une unité génératrice de trésorerie, aussi bien que l'identification d'une reprise de perte de valeur, requiert que la direction estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie. Pour ce faire, la direction a recours à plusieurs hypothèses qui se rapportent à des événements et des circonstances futurs. Ces hypothèses et estimations devront être modifiées si de nouvelles informations s'avèrent disponibles. Dans un tel cas, les résultats réels en matière des dépréciations ou des reprises de perte de valeur pourraient être différents et nécessiter des ajustements significatifs aux actifs et aux résultats de la Société au cours du prochain exercice.

IMPÔT DIFFÉRÉ

L'évaluation de la probabilité d'un bénéfice imposable futur implique le jugement. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles en réduction desquels des écarts temporaires déductibles ainsi que le report des crédits d'impôt non utilisés et les pertes d'impôt non utilisées pourront être imputés.

Par « probable », la Société entend que les chances que l'événement ou les événements futurs se produisent effectivement sont élevées.

La Société ne juge pas probable la disponibilité de tels bénéfices imposables, d'autant plus que la nature même des éléments composant les passifs d'impôt différé rend très incertaine la création d'un bénéfice imposable qui serait causé par une simple réduction de ce passif.

CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

L'évaluation de la capacité de la Société de réaliser sa stratégie par le financement de ses besoins futurs en fonds de roulement implique de porter des jugements et des estimations. De plus amples informations au sujet de la continuité de l'exploitation sont présentées à la note 1.

ÉVALUATION DES PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

La Société constate tous ses paiements à base d'actions à l'aide de la méthode de la juste valeur. La Société utilise le modèle d'évaluation Black-Scholes pour déterminer la juste valeur des options d'achat d'actions et des bons de souscription émis à des courtiers. Le principal élément qui affecte les estimations de la juste valeur des options d'achat d'actions et de ces bons de souscription est le taux de volatilité prévu du cours de l'action. La Société estime présentement la volatilité prévue de ses actions ordinaires en fonction de la volatilité historique en tenant compte de la durée de vie prévue des options et des bons de souscription de courtier.

5. JUDGMENTS, ESTIMATES, AND ASSUMPTIONS

When preparing the consolidated financial statements, Management makes a number of judgments, estimates, and assumptions about recognition and measurement of assets, liabilities, income, and expenses. The actual results may differ from the judgments, estimates, and assumptions made by Management and will rarely be identical to the estimated results. Information about the significant judgments, estimates, and assumptions that have the most impact on the recognition and measurement of assets, liabilities, income, and expenses is discussed below.

IMPAIRMENT OF PROSPECTION AND EVALUATION ASSETS

For prospection and evaluation assets, Management must make a judgment about the following items in order to determine whether an impairment test should be performed: the period for which the entity has the right to explore in the specific area has expired during the period or will expire in the near future and is not expected to be renewed; substantive expenditure on further prospection for and evaluation of mineral resources in the specific area is neither budgeted nor planned; prospection for and evaluation of mineral resources in the specific area have not led to the discovery of commercially viable quantities of mineral resources and the Company has decided to discontinue such activities in the specific area; or sufficient data exist to indicate that, although a development in the specific area is likely to proceed, the carrying amount of the prospection and evaluation asset is unlikely to be recovered in full from successful development or by sale.

If an indication of impairment loss or reversal of an impairment loss exists, the recoverable amount of the individual asset must be estimated. If it is impossible to estimate the recoverable value of that individual asset, the recoverable amount of the cash-generating unit to which the asset is allocated must be determined. The identification of cash-generating units requires a considerable amount of judgment by Management. The impairment test of an individual asset or a cash-generating unit, as well as the identification of a reversal of an impairment loss, requires Management to estimate the recoverable amount of the asset or cash-generating unit. To do this, Management makes several assumptions relating to events and future circumstances. These assumptions and estimates are subject to change if new information becomes available. In such a case, the impairment losses or reversals of impairment losses may differ, and significant adjustments to the Company's assets and earnings may be required during the next fiscal year.

DEFERRED TAX

The measurement of the probability of future taxable income entails a judgement. A deferred tax asset is recognized to the extent that it is likely that taxable income will be available as a reduction in which deductible temporary differences as well as the carry-forward of unused tax credits and unused tax losses can be charged.

By "likely", the Company means that the chances that the future event or events will actually occur are high.

The Company does not deem the availability of such taxable earnings to be likely, especially since the very nature of the components of the deferred tax liabilities makes the creation of taxable income that would be caused by a simple reduction of this liability very uncertain.

GOING CONCERN

The measurement of the Company's ability to achieve its strategy through the financing of future work capital needs involves making judgments and estimates. More detailed going-concern information is presented in Note 1.

MEASUREMENT OF SHARE-BASED PAYMENTS

The Company recognizes all of its share-based payments using the fair value method. The Company uses the Black-Scholes valuation model in order to determine the fair value of stock options and warrants issued to brokers. The main factor that affects fair value estimates of stock options and these warrants is the expected volatility rate of the stock price. The Company currently estimates the expected volatility of its common shares based on the historical volatility by taking the expected lifetime of the options and broker warrants into account.

6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

6. CASH AND CASH EQUIVALENTS

	28 fév. / Feb. 28 2019	Feb. 28 / 28 fév. 2018	
	\$	\$	
Encaisse	-	-	Cash
Fonds réservés à la prospection et à l'évaluation (note 19)	93 119	453 389	Cash reserved for prospection and evaluation (Note 19)
	<u>93 119</u>	<u>453 389</u>	

7. DÉBITEURS

7. ACCOUNTS RECEIVABLE

	28 fév. / Feb. 28 2019	Feb. 28 / 28 fév. 2018	
	\$	\$	
Dépôt de garantie	-	2 000	Security deposit
Parties liées (note 16)	191	21 036	Related parties (Note 16)
Taxes à la consommation	10 902	27 994	Consumption taxes
Subvention gouvernementale	12 000	-	Government subsidy
Partenaire – Trevali Mining Corporation	212 610	-	Partner – Trevali Mining Corporation
Autres	622	-	Others
	<u>236 325</u>	<u>51 030</u>	

8. PLACEMENTS

8. INVESTMENTS

	28 fév. / Feb. 28 2019	Feb. 28 / 28 fév. 2018	
	\$	\$	
Placements en actions sous écrou d'une société ouverte	96 188	199 500	Escrow shares in public company
Placements en actions d'autres sociétés ouvertes	120 535	137 293	Investments in shares in others public companies
Placement en actions d'Exploration Puma inc.	66 667	166 667	Investments in shares in Puma Exploration Inc.
	<u>283 390</u>	<u>503 460</u>	

9. ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION

9. PROSPECTION AND EVALUATION ASSETS

PROPRIÉTÉS MINIÈRES	28 fév. / Feb. 28 2019	Additions	Devaluation / Dévaluation	Feb. 28 / 28 fév. 2018	MINING PROPERTIES
	\$	\$	\$	\$	
NOUVEAU-BRUNSWICK					NEW BRUNSWICK
Projet Nicholas-Denys :					Nicholas-Denys project:
Ann's Creek ⁽¹⁾	144 479	3 597	-	140 882	Ann's Creek ⁽¹⁾
Beresford Copper ⁽¹⁾	703 819	11 950	-	691 869	Beresford Copper ⁽¹⁾
Projet Red Brook :					Red Brook project:
Red Brook ⁽¹⁾	63 250	-	-	63 250	Red Brook ⁽¹⁾
Projet Turgeon :					Turgeon project:
Turgeon ⁽¹⁾	14 373	1 551	-	12 822	Turgeon ⁽¹⁾
Turgeon Sud	22 460	820	-	21 640	Turgeon Sud
Projet Murray Brook :					Murray Brook project:
Murray Brook ⁽¹⁾	5 223 410	1 503 030	-	3 720 380	Murray Brook ⁽¹⁾
Murray Brook West	5 280	1 440	-	3 840	Murray Brook West
Murray Brook South	-	860	(860)	-	Murray Brook South
Murray Brook East ⁽¹⁾	7 350	7 350	-	-	Murray Brook East ⁽¹⁾
Projet Chester:					Chester project:
Chester ⁽¹⁾	5 057	5 057	-	-	Chester ⁽¹⁾
Projet Murray Brook Minerals :					Murray Brook Minerals project:
Legacy Group ⁽¹⁾	510 305	160	-	510 145	Legacy Group ⁽¹⁾
McKenzie Gulch	139 687	300	-	139 387	McKenzie Gulch
McKenzie Gulch West	55 695	-	-	55 695	McKenzie Gulch West
Burntland ⁽¹⁾	316 623	680	-	315 943	Burntland ⁽¹⁾
	7 211 788	1 536 795	(860)	5 675 853	
Déductions :					Less :
Contribution d'un partenaire					Partner contribution
Projet Murray Brook :					Murray Brook project:
Murray Brook East	(3 749)	(3 749)	-	-	Murray Brook East
Murray Brook	(3 500 000)	(3 500 000)	-	-	Murray Brook
Murray Brook South	-	(439)	439	-	Murray Brook South
Projet Red Brook :					Red Brook project:
Red Brook	(63 250)	(63 250)	-	-	Red Brook
	(3 566 999)	(3 567 438)	439	-	
	3 644 789	(2 030 643)	(421)	5 675 853	

9. ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION (SUITE)				9. PROSPECTION AND EVALUATION ASSETS (CONTINUED)			
FRAIS DE PROSPECTION	28 fév. / Feb. 28 2019	Additions	Devaluation / Dévaluation	Feb. 28 / 28 fév. 2018	PROSPECTION EXPENSES		
	\$	\$	\$	\$			
Projet Nicholas-Denys :					Nicholas-Denys project:		
Ann's Creek	7 598 758	1 298	-	7 597 460	Ann's Creek		
Beresford Copper	2 718 819	-	-	2 718 819	Beresford Copper		
Projet Red Brook :					Red Brook project:		
Red Brook	178 371	-	-	178 371	Red Brook		
Projet Turgeon :					Turgeon project:		
Turgeon	3 558 799	555 566	-	3 003 233	Turgeon		
Turgeon Sud	374 439	37 916	-	336 523	Turgeon Sud		
Projet Murray Brook :					Murray Brook project:		
Murray Brook	2 091 809	1 656 250	-	435 559	Murray Brook		
Murray Brook East	483 213	241 116	-	242 097	Murray Brook East		
Murray Brook West	193 718	186 662	-	7 056	Murray Brook West		
Murray Brook South	-	53 017	(53 017)	-	Murray Brook South		
Projet Murray Brook Minerals :					Murray Brook Minerals project:		
Legacy Group	28 220	7 688	-	20 532	Legacy Group		
McKenzie Gulch	4 376	1 376	-	3 000	McKenzie Gulch		
McKenzie Gulch West	1 376	1 376	-	-	McKenzie Gulch West		
Burntland	3 688	688	-	3 000	Burntland		
Projet Chester					Chester project		
Chester	16 231	16 231	-	-	Chester		
Autres projets	-	177 950	(177 950)	-	Others projects		
	17 251 817	2 937 134	(230 967)	14 545 650			
Déductions :					Less :		
Aides gouvernementales à la prospection et contribution de partenaires	-	-	-	-	Prospection subsidies and partners contribution		
Projet Nicholas-Denys :					Nicholas-Denys project:		
Ann's Creek	(103 000)	-	-	(103 000)	Ann's Creek		
Beresford Copper	(150 000)	-	-	(150 000)	Beresford Copper		
Projet Red Brook :					Red Brook project:		
Red Brook	(131 750)	(131 750)	-	-	Red Brook		
Projet Turgeon :					Turgeon project:		
Turgeon	(271 536)	-	-	(271 536)	Turgeon		
Projet Murray Brook :					Murray Brook project:		
Murray Brook	(1 078 839)	(1 078 839)	-	-	Murray Brook		
Murray Brook East	(183 288)	(143 288)	-	(40 000)	Murray Brook East		
Murray Brook South	-	(26 715)	(26 715)	-	Murray Brook South		
Murray Brook West	(114 372)	(114 372)	-	-	Murray Brook West		
	(2 032 785)	(1 494 964)	(26 715)	(564 536)			
	15 219 032	1 442 170	(204 252)	13 981 114			
	\$	\$	\$	\$			
SOMMAIRE					SUMMARY		
PROPRIÉTÉS MINIÈRES	3 644 789	(2 030 643)	(421)	5 675 853	MINING PROPERTIES		
FRAIS DE PROSPECTION	15 219 032	1 442 170	(204 252)	13 981 114	PROSPECTION EXPENSES		
	18 863 821	(588 473)	(204 673)	19 656 967			

9. ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

9. PROSPECTION AND EVALUATION ASSETS (CONTINUED)

PROPRIÉTÉS MINIÈRES	28 fév. / Feb. 28 2018	Additions	Devaluation / Dévaluation	Feb. 28 / 28 fév. 2017	MINING PROPERTIES
	\$	\$	\$	\$	
NOUVEAU-BRUNSWICK					NEW BRUNSWICK
Projet Nicholas-Denys :					Nicholas-Denys project:
Ann's Creek ⁽¹⁾	140 882	3 597	-	137 285	Ann's Creek ⁽¹⁾
Beresford Copper ⁽¹⁾	691 869	11 950	-	679 919	Beresford Copper ⁽¹⁾
Autres	-	30	(30)	-	Others
Projet Red Brook :					Red Brook project:
Red Brook ⁽¹⁾	63 250	28 000	-	35 250	Red Brook ⁽¹⁾
Projet Turgeon :					Turgeon project:
Turgeon ⁽¹⁾	12 822	1 550	-	11 272	Turgeon ⁽¹⁾
Turgeon Sud	21 640	1 320	-	20 320	Turgeon Sud
Projet Murray Brook :					Murray Brook project:
Murray Brook ⁽¹⁾	3 720 380	2 720 380	-	1 000 000	Murray Brook ⁽¹⁾
Murray Brook West	3 840	2 940	-	900	Murray Brook West
Projet Murray Brook Minerals :					Murray Brook Minerals project:
Legacy Group ⁽¹⁾	510 145	160	-	509 985	Legacy Group ⁽¹⁾
McKenzie Gulch	139 387	300	-	139 087	McKenzie Gulch
McKenzie Gulch West	55 695	60	-	55 635	McKenzie Gulch West
Burntland ⁽¹⁾	315 943	680	-	315 263	Burntland ⁽¹⁾
	5 675 853	2 770 967	(30)	2 904 916	

9. ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

9. PROSPECTION AND EVALUATION ASSETS (CONTINUED)

FRAIS DE PROSPECTION	28 fév. / Feb. 28 2018	Additions	Devaluation / Dévaluation	Feb. 28 / 28 fév. 2017	PROSPECTION EXPENSES
	\$	\$	\$	\$	
NOUVEAU-BRUNSWICK					NEW BRUNSWICK
Projet Nicholas-Denys :					Nicholas-Denys project:
Ann's Creek	7 597 460	3 469	-	7 593 991	Ann's Creek
Beresford Copper	2 718 819	5 577	-	2 713 242	Beresford Copper
Projet Red Brook :					Red Brook project:
Red Brook	178 371	16 042	-	162 329	Red Brook
Projet Turgeon :					Turgeon project:
Turgeon	3 003 233	19 859	-	2 983 374	Turgeon
Turgeon Sud	336 523	8 332	-	328 191	Turgeon Sud
Projet Murray Brook :					Murray Brook project:
Murray Brook	435 559	435 559	-	-	Murray Brook
Murray Brook East	242 097	242 097	-	-	Murray Brook East
Murray Brook West	7 056	7 056	-	-	Murray Brook West
Projet Murray Brook Minerals :					Murray Brook Minerals project:
Legacy Group	20 532	20 532	-	-	Legacy Group
McKenzie Gulch	3 000	3 000	-	-	McKenzie Gulch
Burntland	3 000	3 000	-	-	Burntland
	14 545 650	764 523	-	13 781 127	
Déductions :					Less :
Aides gouvernementales à la prospection et contribution d'un partenaire	-	-	-	-	Prospection subsidies and partner contribution
NOUVEAU-BRUNSWICK					NEW BRUNSWICK
Projet Nicholas-Denys :					Nicholas-Denys project:
Ann's Creek	(103 000)	-	-	(103 000)	Ann's Creek
Beresford Copper	(150 000)	-	-	(150 000)	Beresford Copper
Projet Turgeon :					Turgeon project:
Turgeon	(271 536)	-	-	(271 536)	Turgeon
Projet Murray Brook :					Murray Brook project:
Murray Brook	(40 000)	(40 000)	-	-	Murray Brook
	(564 536)	(40 000)	-	(524 536)	
	13 981 114	724 523	-	13 256 591	

SOMMAIRE	28 fév. / Feb. 28 2018	Additions	Devaluation / dévaluation	Feb. 28 / 28 fév. 2017	SUMMARY
	\$	\$	\$	\$	
PROPRIÉTÉS MINIÈRES	5 675 853	2 770 967	(30)	2 904 916	MINING PROPERTIES
FRAIS DE PROSPECTION	13 981 114	724 523	-	13 256 591	PROSPECTION EXPENSES
	19 656 967	3 495 490	(30)	16 161 507	

9. ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

CONVENTIONS

Les propriétés avec la référence ⁽¹⁾ sont l'objet d'obligations concernant leur acquisition ou leur éventuelle mise en production. Les propriétés Turgeon Sud, Murray Brook West, McKenzie Gulch et McKenzie Gulch West sont possédées à 100 % par la Société et ne sont assujetties à aucune obligation envers des tiers. À ce jour, la Société a satisfait à toutes ses obligations et seules les obligations futures ou éventuelles sont décrites ci-après.

PROJET NICHOLAS-DENYS

ANN'S CREEK

La Société détient 100 % des intérêts de cette propriété. La Société s'est engagée à accorder un revenu net de fonderie de 2 % sur l'or et l'argent et de 1 % sur tous les autres métaux dont la moitié est rachetable pour un montant de 750 000 \$ et l'autre moitié pour un montant de 1 000 000 \$.

BERESFORD COPPER

La Société détient 100 % des intérêts de cette propriété. La Société s'est engagée à accorder un revenu net de fonderie de 3 % sur l'or et l'argent et 2 % sur les autres métaux dont la moitié est rachetable pour un montant de 1 000 000 \$.

PROJET RED BROOK

RED BROOK

En décembre 2015, et ensuite amendé en décembre 2017 et novembre 2018, la Société a acquis l'option d'acquérir 100 % des droits sur cette propriété en contrepartie de 90 000 \$ en travaux d'exploration effectués au 28 février 2019, un montant de 125 000 \$ répartis sur cinq ans dont 70 000 \$ a été versé et 250 000 actions déjà émises. La Société s'est engagée à accorder un revenu net de fonderie de 3 %, dont 2 % est rachetable pour un montant de 2 000 000 \$. En mars 2018, la Société a vendu cette option en contrepartie de 1 000 000 \$ comptant, s'échelonnant sur cinq (5) ans, dont 195 000 \$ a été encaissé. La Société détient un revenu net de fonderie de 1% jusqu'à un maximum de 10 000 000 \$.

PROJET TURGEON

TURGEON

La Société détient 100 % des intérêts sur cette propriété. La Société s'est engagée à accorder un revenu net de fonderie de 2 % sur l'or et l'argent et de 1 % sur les autres minerais, rachetable pour un montant de 1 000 000 \$.

PROJET MURRAY BROOK

MURRAY BROOK

En octobre 2016, et ensuite amendé en mai 2017 et novembre 2018, la Société a acquis l'option d'acquérir 100 % des droits sur cette propriété (qui comprend Murray Brook et Murray Brook East) en contrepartie de 8 800 000 \$ répartis sur deux ans et demi dont 4 800 000 \$ a été versé, de 5 000 000 d'actions déjà émises et de 2 000 000 de bons de souscriptions déjà émis permettant de souscrire 2 000 000 d'actions ordinaires d'Exploration Puma inc. au prix de 0,08\$ jusqu'au 4 mai 2019, et de 0,10 \$ jusqu'au 4 mai 2020. De plus, en mars 2019, la Société devra assumer un bon de cautionnement environnemental auprès de la province du Nouveau-Brunswick.

Le 27 avril 2018, et ensuite amendés en novembre 2018, la Société a signé une entente d'option et un contrat d'alliance stratégique lui permettant de vendre 75 % de la propriété Murray Brook et 51 % des propriétés Murray Brook East et Murray Brook West. En contrepartie, la Société recevra 7 500 000 \$ (dont 3 500 000 \$ a été encaissé) et 49 % des propriétés d'exploration combinées Murray Brook, Restigouche et Restigouche South appartenant à Trevali Mining Corporation. De plus, en mars 2019, Trevali devra assumer un bon de cautionnement environnemental auprès de la province du Nouveau-Brunswick.

PROJET MURRAY BROOK MINERALS

LEGACY GROUP

La Société détient 100 % des intérêts de cette propriété. La Société s'est engagée à accorder un revenu net de fonderie de 2 % sur tous les métaux dont 1 % est rachetable pour un montant de 500 000 \$.

BURNTLAND

La Société détient 100 % des intérêts de cette propriété. La Société s'est engagée à accorder un revenu net de fonderie de 1,5 % sur tous les métaux dont 0,5 % est rachetable pour un montant de 500 000 \$.

9. PROSPECTION AND EVALUATION ASSETS (CONTINUED)

AGREEMENTS

The properties indicated by the reference ⁽¹⁾ carry obligations related to their acquisition or eventual mineral production. The Turgeon Sud, Murray Brook West, McKenzie Gulch et McKenzie Gulch West properties are 100% owned by the Company without any obligations to third parties. To date, the Company has satisfied all required obligations and lists only its future or potential obligations below.

NICHOLAS-DENYS PROJECT

ANN'S CREEK

The Company holds a 100% interest in this property. The Company has agreed to grant a net smelting revenue of 2% on gold and silver and 1% on other metals, with one half redeemable for \$750,000 and the other half for \$1,000,000.

BERESFORD COPPER

The Company holds a 100% interest in this property. The Company has pledged to grant a net smelting revenue of 3% on gold and silver and 2% on other metals, with half redeemable for \$1,000,000.

RED BROOK PROJECT

RED BROOK

On December 2015, and subsequently amended in December 2017 and November 2018, the Company acquired the exclusive option to acquire a 100% interest in this property for \$90,000 in exploration work carried out as at February 28, 2019, an amount of \$125,000 over five years of which \$70,000 was paid and 250,000 shares already issued. The Company has agreed to grant a net smelting revenue of 3% with 2% redeemable for an amount of \$2,000,000. In March 2018, the Company sold this option for \$1,000,000 in cash, over five (5) years, of which \$195,000 was cashed. The Company owns a net smelting revenue of 1% up to a maximum of \$10,000,000.

TURGEON PROJECT

TURGEON

The Company holds a 100% interest in this property. The Company has pledged to grant a net smelting revenue of 2% on gold and silver and 1% on other ores, redeemable for \$1,000,000.

MURRAY BROOK PROJECT

MURRAY BROOK

On October 2016, and subsequently amended in May 2017 and November 2018, the Company acquired the option to acquire 100% interest in this property (which includes Murray Brook and Murray Brook East) for \$8,800,000 over two and half years which \$4,800,000 was paid, 5,000,000 Puma's shares were issued, and 2,000,000 warrants were issued giving the right to buy 2,000,000 common shares of Puma Exploration Inc. at the price of \$0.08 until May 4, 2019, and \$0.10 until May 4, 2020. Also, in March 2019, the Company will bear an environmental bond to the Province of New Brunswick.

On April 27, 2018, and subsequently amended in November 2018, the Company signed an option agreement and a strategic alliance to sell 75% of the Murray Brook property and 51% of the Murray Brook East and Murray Brook West properties. In return, the Company will receive \$7,500,000 (of which \$3,500,000 was cashed) and 49% of Murray Brook, Restigouche and Restigouche South combined exploration properties owned by Trevali Mining Corporation. Also, in March 2019, Trevali will bear an environmental bond to the Province of New Brunswick.

MURRAY BROOK MINERALS PROJECT

LEGACY GROUP

The Company holds a 100% interest in this property. The Company has pledged to grant a net smelting revenue of 2% on all metals with 1% redeemable for \$500,000.

BURNTLAND

The Company holds a 100% interest in this property. The Company has pledged to grant a net smelting revenue of 1.5% on all metals with 0.5% redeemable for \$500,000.

9. ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION (SUITE)
PROJET CHESTER

CHESTER
En janvier 2019, la Société a acquis l'option d'acquérir 100% des droits sur la propriété Chester en contrepartie de 1 100 000 \$ en travaux d'exploration répartis sur trois (3) ans et 300 000 \$ s'échelonnant sur trois (3) ans. La Société s'est engagée à accorder un revenu net de fonderie de 2% rachetable pour un montant de 1 000 000 \$.

10. CONTRATS DE LOCATION

Le tableau suivant présente les montants totaux des paiements minimaux futurs à effectuer à un administrateur en vertu d'un contrat de location:

PAIEMENTS MINIMUM EXIGIBLES AU TITRE DE LA LOCATION	28 fév. / Feb. 28 2020
	\$
Moins d'un an	12 500

Les paiements au titre de contrats de location comptabilisés en charges au cours de l'exercice terminé le 28 février 2019 totalisent 12 500 \$ (2018 – 12 000 \$). Ce montant représente les paiements minimaux au titre de la location. Aucun paiement de sous-location ou paiement de loyer conditionnel n'a été effectué ou reçu. Les contrats de location de la Société ne contiennent aucune clause de loyer conditionnel.

11. FOURNISSEURS ET FRAIS COURUS

	28 fév. / Feb. 28 2019
	\$
Fournisseurs	440 991
Autres	64 651
Parties liées (note 16)	459 689
	965 331

12. EMPRUNT À COURT TERME

Prêt remboursé le 30 avril 2018 au taux de 7% garanti par les actions de la filiale.

13. CAPITAL SOCIAL

Autorisé : Nombre illimité d'actions ordinaires, participantes, votantes, sans valeur nominale.

14. BONS DE SOUSCRIPTION

Les bons de souscription en circulation permettent à leurs détenteurs de souscrire à un nombre équivalent d'actions ordinaires comme suit :

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE FOR THE YEARS ENDED	28 fév. / Feb. 28, 2019	
	Nombre de bons de souscription / Number of warrants	Prix d'exercice moyen pondéré / Weighted average exercise price
		\$
Solde au début	31 457 964	0,13
Attribués	10 178 578	0,10
Exercés	-	-
Périmés	(471 040)	(0,07)
Solde à la fin	41 165 502	0,12

9. PROSPECTION AND EVALUATION ASSETS (CONTINUED)
CHESTER PROJECT

CHESTER
In January 2019, the Company acquired the option to acquire 100% interest in the Chester property in consideration of \$1,100,000 in exploration work over three (3) years and \$300,000 over three (3) years. The Company has pledged to grant a net smelting revenue of 2% redeemable for \$1,000,000.

10. OPERATING LEASES

The following table presents the total amounts of future minimum payments to be made to an administrator under rental contract:

MINIMUM RENTAL PAYMENTS	Feb. 28 / 28 fév. 2019
	\$
Less than 1 year	12 000

The operating lease payments recognized in expenses during the year ended on February 28, 2019, total \$12,500 (2018 – \$12,000). This amount represents the minimum rental payments. No sub-leasing payments or contingent rental payments have been made or received. The Company's rental contracts do not contain any contingent rent clauses.

11. ACCOUNTS PAYABLE AND ACCRUED EXPENSES

	Feb. 28/ 28 fév. 2018
	\$
Payables	72 605
Others	62 601
Related parties (Note 16)	11 030
	146 236

12. SHORT-TERM LOAN

Loan repaid on April 30, 2018 at the rate of 7%, guaranteed by the shares of subsidiary.

13. CAPITAL STOCK

Authorized: Unlimited number of common, voting, and participating shares with no par value.

14. WARRANTS

Outstanding warrants allow their holders to subscribe to an equivalent number of common shares as follows:

	Feb. 28 / 28 fév. 2018		FOR THE YEARS ENDED POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE
	Number of warrants / Nombre de bons de souscription	Weighted average exercise price / Prix d'exercice moyen pondéré	
		\$	
Balance, beginning of year	33 556 374	0,12	
Granted	6 993 690	0,13	
Exercised	(3 482 100)	(0,07)	
Expired	(5 610 000)	(0,08)	
Balance, end of year	31 457 964	0,13	

14. BONS DE SOUSCRIPTION (SUITE)

Les bons de souscription en circulation au 28 février 2019 sont présentés dans le tableau suivant :

Date d'échéance	Nombre / Number	Exercice price / Prix d'exercice	Expiration date
	\$	\$	
4 mai 2019	2 000 000	0,15	Mai 4, 2019
4 mai 2019	32 000	0,07	Mai 4, 2019
22 juin 2019	1 080 000	0,15	June 22, 2019
22 juin 2019	130 800	0,08	June 22, 2019
4 juillet 2019	231 250	0,15	July 4, 2019
4 juillet 2019	28 000	0,08	July 4, 2019
15 septembre 2019	625 000	0,15	September 15, 2019
15 septembre 2019	50 000	0,08	September 15, 2019
8 décembre 2019	400 000	0,10	December 8, 2019
22 décembre 2019	416 640	0,10	December 22, 2019
31 décembre 2019	9 099 665	0,10	December 31, 2019
31 décembre 2019	1 250 000	0,15	December 31, 2019
31 décembre 2019	5 715 000	0,15	December 31, 2019
31 décembre 2019	7 928 569	0,15	December 31, 2019
4 mai 2020	2 000 000	0,10	May 4, 2020
31 décembre 2020	6 380 000	0,10	December 31, 2020
31 décembre 2020	1 020 800	0,05	December 31, 2020
15 mars 2021	<u>2 777 778</u>	0,12	March 15, 2021
	<u>41 165 502</u>		

14. WARRANTS (CONTINUED)

The outstanding warrants as at February 28, 2019, are presented in the following table:

La juste valeur moyenne des bons de souscription de courtier attribués au cours de l'exercice a été estimée selon le modèle Black-Scholes à 0,02 \$ (2018 – 0,03 \$) à partir des hypothèses suivantes :

The average fair value of broker's warrants granted during the fiscal year was estimated on the grant date using the Black-Scholes option pricing model at \$0.02 per warrant (2018 – \$0.03) with the following assumptions:

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE FOR THE YEARS ENDED	28 fév. / Feb. 28, 2019	Feb. 28 / 28 fév. 2018	FOR THE YEARS ENDED POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE
Prix des actions à l'attribution	0,04 \$	\$0.068	Share price at time of grant
Prix d'exercice	0,05 \$	\$0.10	Exercise price
Taux de volatilité prévu	99 %	98%	Expected volatility rate
Taux de dividende prévu	0 %	0%	Expected dividend yield
Taux d'intérêt sans risque	1,85 %	0.94%	Risk-free interest rate
Durée prévue	2 ans / years	2.7 years / ans	Expected life

Aucune caractéristique particulière inhérente aux bons de souscription et bons de souscription de courtier attribués n'a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

No particular characteristic inherent in the granted warrants and broker warrants was taken into account in measuring the fair value.

La valeur des bons de souscription de courtier a été évaluée selon le modèle Black-Scholes puisqu'il a été impossible de déterminer de manière fiable la juste valeur des services reçus, compte tenu que les bases de négociation n'étaient pas fondées sur une charge de travail à effectuer.

The broker warrants were valued using the Black-Scholes option pricing model since it is impossible to reliably establish the fair value of the services rendered given that the negotiations were not based on work to be performed.

Pour un nombre de 1 020 800 (2018 – 1 057 440) bons de souscription de courtier attribués, une charge de frais d'émission au montant de 20 415 \$ (2018 – 44 540 \$) a été comptabilisée pour l'exercice terminé le 28 février 2019.

A compensation expense of \$20,415 (2018 – \$44,540) was recognized for the year ended on February 28, 2019, relating to a number of 1,020,800 (2018 – 1,057,040) broker warrants granted.

15. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les actionnaires de la Société ont approuvé un régime d'options d'achat d'actions (le « régime ») selon lequel les membres du conseil d'administration peuvent attribuer des options d'achat d'actions permettant à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants d'acquiescer des actions ordinaires de la Société. Le nombre maximal d'actions pouvant être émises en vertu dudit régime est de 21 000 000 actions.

Les conditions et le prix d'exercice de chaque option d'achat d'actions sont déterminés par les membres du conseil d'administration et le prix ne peut être inférieur au cours des actions ordinaires tel que défini dans les politiques de la Bourse de croissance TSX (TSX-V), la veille de l'attribution, et la date d'échéance ne peut excéder dix ans.

Le nombre total d'actions ordinaires réservées pour la levée d'options en faveur d'une même personne ne doit pas représenter, au cours d'une période de douze mois, plus de 5% des actions ordinaires émises et en circulation de la Société, ce nombre étant calculé à la date à laquelle l'option est attribuée.

Le nombre total d'actions ordinaires réservées pour la levée d'options en faveur de consultants et de personnes qui fournissent des services de relations avec les investisseurs ne doit pas représenter, au cours d'une période de douze mois, plus de 2 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société, ce nombre étant calculé à la date à laquelle l'option est attribuée.

La totalité des paiements fondés sur des actions sera réglée en instruments de capitaux propres. Le Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de racheter ou de régler les options.

La juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution des options d'achat d'actions attribuées au cours de l'exercice terminé le 28 février 2019 s'est établie à 0,04 \$ par option (2018 – 0,04 \$). La juste valeur de chaque option d'achat d'actions attribuées a été établie avec le modèle Black-Scholes.

Les hypothèses moyennes pondérées utilisées pour ces calculs des justes valeurs des options sont détaillées ci-dessous :

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE FOR THE YEARS ENDED	28 fév. / Feb. 28, 2019	Feb. 28 / 28 fév. 2018	FOR THE YEARS ENDED POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE
Prix des actions à l'attribution	0,065 \$	\$0.075	Share price at time of grant
Prix d'exercice	0,10 \$	\$0.10	Exercise price
Taux de volatilité prévu	94,2 %	71%	Expected volatility rate
Taux de dividende prévu	0 %	0 %	Expected dividend yield
Taux d'intérêt sans risque	2,09 %	1.74%	Risk-free interest rate
Durée prévue	5 ans / years	5 years / ans	Expected life

La détermination de l'hypothèse de volatilité est basée sur une analyse de volatilité historique sur une période égale à la durée de vie des options.

Aucune caractéristique particulière inhérente aux options d'achat d'actions attribuées n'a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

La valeur des options octroyées aux consultants est évaluée selon le modèle Black-Scholes puisqu'il a été impossible de déterminer de manière fiable la juste valeur des services reçus, compte tenu que les bases de négociation n'étaient pas fondées sur une charge de travail à effectuer.

Une charge de rémunération de 216 000 \$ (2018 – 114 000 \$) a été comptabilisée pour l'exercice terminé le 28 février 2019 relativement au régime d'options d'achat d'actions.

Pour un nombre de 5 400 000 (2018 – 2 850 000) d'options attribuées, 51 600 \$ a été comptabilisé à la propriété Murray Brook et 164 400 \$ aux charges administratives pour l'exercice terminé le 28 février 2019.

15. STOCK OPTION PLAN

The Company's shareholders have approved a stock option plan (the "plan") according to which the members of the board of directors can grant stock options allowing its directors, officers, employees, and consultants to acquire common shares of the Company. The maximum number of shares that may be issued under said plan is 21,000,000 shares.

The conditions and the exercise price of each stock option are determined by the members of the board of directors, and the price cannot be less than the price of the common shares as defined in the policies of the TSX Venture Exchange (TSX-V), the day before they are granted, and the maturity date cannot exceed ten years.

The total number of common shares reserved for the exercising of shares for a single person must not represent, during a period of twelve months, more than 5% of the common shares issued and outstanding of the Company, calculated as at the date on which the option is granted.

The total number of common shares reserved for the exercising of shares for consultants and individuals who provide investor relations services must not represent, during a period of twelve months, more than 2% of the common shares issued and outstanding of the Company, calculated as at the date on which the option is granted.

All share-based payments will be settled in equity instruments. The Company has no legal or implied obligation to buy back or settle the options.

The weighted average fair value as at the grant date of the stock options granted during the year ended on February 28, 2019, is established at \$0.04 per option (2018 – \$0.04). The fair value of each granted stock option was established with the Black-Scholes model.

The weighted average assumptions used for these option fair value calculations are detailed below:

Determining the volatility assumption is based on a historic volatility analysis over a period equal to the options' lifetime.

No particular characteristic inherent in the granted stock options was taken into account in measuring the fair value.

The value of stock options granted to consultants is valued using the Black-Scholes option pricing model since it is impossible to reliably establish the fair value of the services rendered given that the negotiations were not based on work to be performed.

A compensation expense of \$216,000 (2018 – \$114,000) was recognized for the year ended on February 28, 2019 relating to the stock option plan.

From a number of 5,400,000 (2018 – 2,850,000) options granted, an amount of \$51,600 was recognized at the Murray Brook property and \$164,400 on administrative charges for the year ended on February 28, 2019.

15. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (SUITE)

Les options d'achat d'actions de la Société se détaillent comme suit pour les périodes de présentation de l'information financière considérées :

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE FOR THE YEARS ENDED	28 fév. / Feb. 28, 2019		Feb. 28 / 28 fév. 2018		FOR THE YEARS ENDED POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE
	Nombre d'options / Number of options	Prix d'exercice moyen pondéré / Weighted average exercise price	Number of options / Nombre d'options	Weighted average exercise price / Prix d'exercice moyen pondéré	
En circulation au début	8 500 000	0,17	6 630 000	0,21	Outstanding, beginning of year
Attribuées	5 400 000	0,10	2 850 000	0,10	Granted
Périmées	(2 400 000)	(0,19)	(980 000)	(0,22)	Expired
En circulation à la fin	11 500 000	0,13	8 500 000	0,17	Outstanding, end of year
Exerçables	11 500 000		8 500 000		Exercisable

15. STOCK OPTION PLAN (CONTINUED)

The Company's stock options are detailed as follows for the financial reporting periods under consideration:

Le tableau suivant résume les renseignements relatifs aux options d'achat d'actions au 28 février 2019 :

The following table summarizes the information relating to the stock options as at February 28, 2019:

Options en circulation et exerçables		Outstanding and exercisable options		
Date d'échéance	Nombre d'options / Number of options	Exercise price / Prix d'exercice	Remaining lifetime / Durée de vie restante	Expiration date
		\$		
15 janvier 2020	2 875 000	0,20	0.92	January 15, 2020
10 mars 2021	425 000	0,35	2	March 10, 2021
15 septembre 2022	2 800 000	0,10	3.5	September 15, 2022
12 juin 2023	5 400 000	0,10	3.67	June 12, 2023
	11 500 000			

16. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

16.1. PARTIES LIÉES

La Société a encouru des charges avec une société appartenant à 100 % à un dirigeant, une société dans laquelle un de ses administrateurs détient un intérêt minoritaire et une société contrôlée par deux dirigeants :

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE FOR THE YEARS ENDED	28 fév. / Feb. 28 2019
	\$
Chargées à la Société	
État de la situation financière :	
Actifs de prospection et d'évaluation	698 074
Résultat net :	
Autres	-
Services professionnels	-
Salaires et avantages sociaux	23 303
Promotion et représentation	6 140
Chargées par la Société	
Résultat net :	
Entretien et fournitures de bureau	(1 211)
Salaires et avantages sociaux	(4 251)

Le solde net à payer à ces sociétés est de 446 469 \$ au 28 février 2019 (2018 net à recevoir – 10 006 \$).

La Société a encouru des charges avec des dirigeants :

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE FOR THE YEARS ENDED	28 fév. / Feb. 28 2019
	\$
Chargées à la Société	
État de la situation financière :	
Actifs de prospection et d'évaluation	6 250
Résultat net :	
Loyer	6 250
Services professionnels	106 428

Le solde à payer à ces dirigeants est de 13 029 \$ au 28 février 2019 (2018 – 0 \$).

Ces sommes sont encaissables ou payables dans les mêmes conditions que celles applicables aux débiteurs ou fournisseurs non liés.

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des affaires et ont été mesurées à la valeur d'échange, qui est la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.

16.2. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE FOR THE YEARS ENDED	28 fév. / Feb. 28 2019
	\$
Avantages à court terme du personnel :	
Jetons de présence	6 000
Salaires et avantages sociaux	341 219
Total des avantages à court terme	347 219
Paiements fondés sur des actions	76 000
	423 219
Moins	
Refacturés	(4 250)
Capitalisés aux actifs de prospection et d'évaluation :	
Salaires et avantages sociaux	(236 731)
Paiements fondés sur des actions	(51 600)
Total de la rémunération comptabilisée au résultat net	130 638

16. TRANSACTIONS BETWEEN RELATED PARTIES

16.1. RELATED PARTIES

The Company incurred expenses with one company owned 100% by one executive, a company in which one of its directors hold a minority interest and a company controlled by two executives:

FOR THE YEARS ENDED POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE	Feb. 28 / 28 fév. 2018
	\$
Charged to the Company	
Statement of financial position:	
Prospection and evaluation assets	301 625
Net earnings:	
Others	934
Professional services	52 150
Salaries and benefits	30 867
Promotion and entertainment	-
Charged by the Company	
Net earnings:	
Maintenance and office supplies	(3 633)
Salaries and benefits	(3 651)

The net payable balance to these companies is \$446 469 as at February 28, 2019 (2018 net receivable balance – \$10,006).

The Company incurred charges with officers:

FOR THE YEARS ENDED POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE	Feb. 28 / 28 fév. 2018
	\$
Charged to the Company	
Statement of financial position:	
Prospection and evaluation assets	6 000
Net earnings:	
Rent	6 000
Professional services	72 380

The payable balance to these directors is \$13,029 as at February 28, 2019 (2018 – \$0).

These sums are cashable or payables under the same conditions as unrelated accounts receivable or suppliers.

These transactions occurred in the normal course of business and were measured at the exchange value, which is the established consideration accepted by the related parties.

16.2. COMPENSATION OF KEY MANAGEMENT PERSONNEL

FOR THE YEARS ENDED POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE	Feb. 28 / 28 fév. 2018
	\$
Short-term staff benefits:	
Directors' fees	12 000
Salaries and benefits	324 911
Total short-term benefits	336 911
Share-based payments	72 000
	408 911
Less	
Billed	-
Capitalized in prospection and evaluation assets:	
Salaries and benefits	(183 461)
Share-based payments	(27 900)
Total compensation recognized in net income	197 550

17. RISQUES DÉCOULANT DES INSTRUMENTS FINANCIERS ET JUSTE VALEUR

POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

La Société, par le biais de ses actifs et passifs financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante fournit une évaluation des risques aux dates des états consolidés de la situation financière, soit le 28 février 2019 et le 28 février 2018 :

RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui pourraient assujettir la Société à un risque de crédit se composent principalement de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et de débiteurs. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus ou émis par des institutions financières de premier ordre. Les débiteurs représentent majoritairement des sommes dues par les gouvernements, par des sociétés liées et par des partenaires. Par conséquent, la direction estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est très minime.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations financières aux moments requis ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance sa croissance par l'émission d'actions. L'un des principaux objectifs financiers de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant activement les travaux de prospection à effectuer (note 1). Tous les passifs financiers de la Société ont une échéance à moins d'un an.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des facteurs du marché. Le risque de marché inclut trois types de risques : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix autre. La Société est exposée à un de ces risques, soit le risque de prix autre.

Risque de prix autre

La Société est exposée au risque que la juste valeur des placements en instruments de capitaux propres fluctue en raison de variations du prix du marché. Au 28 février 2019, une variation de 10 % de la valeur de marché des placements cotés à la Bourse aurait donné lieu à une variation de 28 339 \$ (2018 – 50 346 \$) des autres éléments du résultat global, moins (plus) des impôts au montant de 3 755 \$ (2018 – 6 696 \$).

La Société est exposée également à la fluctuation des cours du prix des métaux du fait que celui-ci influence la rentabilité potentielle des propriétés minières détenues par la Société et a donc un impact sur son plan d'exploration et sur la décision éventuelle d'aller ou non en production.

JUSTE VALEUR

Les actifs et les passifs financiers évalués à la juste valeur aux états consolidés de la situation financière sont présentés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Cette hiérarchie regroupe les actifs et les passifs financiers en trois niveaux selon l'importance des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Les niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur sont les suivants :

- Niveau 1 : prix cotés (non rajustés) sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;
- Niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Le niveau dans lequel l'actif ou le passif financier est classé est déterminé selon la donnée du niveau le plus bas qui a une importance par rapport à l'évaluation de la juste valeur.

Les placements en actions de sociétés ouvertes, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, évalués à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière au 28 février 2019 et au 28 février 2018, sont classés dans le niveau 1. La juste valeur des placements en actions de sociétés ouvertes représente le prix coté à la Bourse à la date de présentation de l'information financière.

Il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux durant les périodes de présentation de l'information financière. La note 4.5 contient une description des méthodes comptables utilisées pour chaque catégorie d'instruments financiers.

La Société n'a aucun autre actif ni passif financier qui est évalué à la juste valeur.

17. RISKS FROM FINANCIAL INSTRUMENTS AND FAIR VALUE

RISK MANAGEMENT POLICY

The Company's financial assets and liabilities expose it to various risks. The following analysis provides an assessment of the risks as at February 28, 2019 and February 28, 2018, the dates of the consolidated statements of financial position:

CREDIT RISK

Financial instruments that potentially subject the Company to credit risk consist primarily of cash, cash equivalents, and accounts receivable. The Company's cash and cash equivalents are held with or issued by first-class financial institutions. Receivables mostly represent sums due from the governments, related companies and from partners. Therefore, Management considers the risk of non-performance on these instruments to be very minimal.

LIQUIDITY RISK

Liquidity risks are the risks that the Company would be unable to cope with its financial obligations at the required times or could only do so at excessive cost. The Company finances its growth through the issuance of shares. One of Management's main financial objectives is to maintain an optimal level of liquidities by actively managing the prospection work to be performed (Note 1). All of the Company's financial liabilities have a maturity of less than one year.

MARKET RISK

Market risk is the risk that the fair value or future cash flows of a financial instrument will fluctuate due to market factors. Market risk includes three types of risks: interest rate risk, foreign exchange risk, and other price risk. The Company is exposed to one of these risks: other price risk.

Other price risk

The Company is exposed to the risk that the fair value of the investments in equity instruments will fluctuate based on market price variations. As at February 28, 2019, a 10% variation in the market value of the investment listed on the stock exchange would have resulted in a variation of \$28,339 (2018 – \$50,346) in other comprehensive income, minus (plus) taxes in the amount of \$3,755 (2018 – \$6,696).

The Company is also exposed to fluctuations in the price of metals, as they influence the potential profitability of the mining properties held by the Company and therefore have an impact on its exploration plan and any decision whether to proceed with production.

FAIR VALUE

The consolidated financial assets and liabilities measured at fair value on the statements of financial position are presented according to the hierarchy of fair value measurements. This hierarchy groups financial assets and liabilities into three levels according to the significance of the data used in the fair value measurement of the financial assets and liabilities. The hierarchical levels of fair value measurements are as follows:

- Level 1: prices (non-adjusted) listed on the asset markets for identical assets or liabilities;
- Level 2: data other than the listed prices referred to in level 1, observable for assets or liabilities, directly or indirectly;
- Level 3: data related to the asset or liability not based on observable market data.

The level in which the financial asset or liability is classified is determined according to the data of the lowest level that has significance in relation to the fair value measurement.

Investments in shares in a public companies, cash and cash equivalents measured at fair value on the consolidated statements of financial position as at February 28, 2019 and February 28, 2018, are classified in level 1. The fair value of investments in shares in public companies represent the price quoted on the stock exchange as at the financial reporting date.

There were no transfers between the levels during the financial reporting periods. Note 4.5 contains a description of the accounting policies used for each category of financial instruments.

The Company has no other financial assets or liabilities measured at fair value.

18. GESTION DU CAPITAL

Les objectifs de la Société en ce qui a trait à la gestion du capital sont les suivants:

- Assurer la capacité de la Société à poursuivre ses activités;
- Augmenter la valeur des actifs de la Société;
- Assurer un rendement aux actionnaires de la Société.

Ces objectifs seront atteints par l'établissement de projets d'exploration adéquats, la mise en valeur de ces projets et ultimement la mise en production ou la vente des propriétés et l'obtention de liquidités, avec des partenaires ou seul.

La Société gère son capital sur la base de la valeur comptable des capitaux propres.

La Société n'est soumise à aucune exigence en matière de capital imposée de l'extérieur, sauf lorsqu'elle conclut un placement accréditif pour lequel le montant doit être utilisé à des fins d'exploration, dont les détails sont fournis à la note 19 b).

La Société finance ses activités de prospection et d'évaluation principalement en recherchant des capitaux supplémentaires au moyen soit de placements privés, soit de placements publics. Lorsque les conditions de financement ne sont pas optimales, la Société peut conclure des conventions d'options ou autres ententes pour être en mesure de continuer ses activités de prospection et d'évaluation ou peut ralentir ses activités jusqu'à ce que les conditions de financement s'améliorent.

19. ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS

a) Les opérations de la Société sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables, que ce soit au niveau de la résultante, de son échéance ou de son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Société opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur et aucune provision pour la restauration des sites n'a été comptabilisée parce qu'aucun des critères de comptabilisation n'est atteint.

b) La Société se finance en partie par l'émission d'actions dites accreditives. Cependant, même si la Société a pris toutes les mesures nécessaires à cet effet, il n'y a pas de garantie que les fonds dépensés par la Société en regard de ces actions soient déclarés admissibles par les autorités fiscales advenant une vérification de leur part. Le refus de certaines dépenses par les autorités fiscales pourrait avoir alors des conséquences fiscales négatives pour les investisseurs.

De plus, les règles fiscales concernant les placements accreditifs fixent des échéances pour la réalisation des travaux de prospection qui doivent être entrepris au plus tard à la première des dates suivantes :

- deux ans suivant les placements accreditifs;
- un an après que la Société ait renoncé aux déductions fiscales relatives aux travaux de prospection.

Au cours de la période de présentation de l'information financière, la Société a reçu un montant de 638 000 \$ à la suite de placements accreditifs pour lesquels elle a renoncé aux déductions fiscales après le 31 décembre 2018. Ces dépenses admissibles devront être engagées d'ici le 31 décembre 2019. Au 28 février 2019, le solde des dépenses admissibles à engager s'élève à 420 553 \$.

20. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de financement et d'investissement sont les suivants :

	POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE FOR THE YEARS ENDED	28 fév. / Feb. 28 2019	Feb. 28 / 28 fév. 2018	FOR THE YEARS ENDED POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE
		\$	\$	
	Impôt différé inclus dans les frais d'émission	16 792	33 691	Deferred tax included in share issue costs
	Fournisseurs relatifs aux actifs de prospection et d'évaluation	780 093	15 063	Payables related to prospection and evaluation assets
	Débiteurs relatifs aux actifs de prospection et d'évaluation	224 610	-	Accounts receivable related to prospection and evaluation assets
	Émission d'actions – acquisition de propriétés minières	-	358 000	Issuance of shares - acquisition of mining properties
	Émission de bons de souscriptions – acquisition de propriétés minières	-	60 000	Issuance of warrants – acquisition of mining properties
	Paiements fondés sur des actions liés aux actifs de prospection et d'évaluation	51 600	35 900	Share-based payments related to prospection and evaluation assets
	Conversion de l'emprunt à court terme en paiement d'une option sur des actifs de prospection et d'évaluation	(2 000 000)	2 000 000	Conversion of short-term loan into an option on prospection and evaluation assets

18. CAPITAL MANAGEMENT

The Company's capital management objectives are

- To ensure the Company's ability to continue as a going concern;
- To increase the value of the assets of the business;
- And to provide an adequate return to shareholders.

These objectives will be achieved by identifying the right exploration projects, adding value to these projects and ultimately taking them through to production or sale and cash flows, either with partners or by the Company's own means.

The Company monitors capital on the basis of the carrying amount of equity.

The Company is not exposed to any externally imposed capital requirements except when the Company issues flow through shares for which an amount should be used for exploration work. See all details in Note 19 b).

The Company finances its prospection and evaluation activities principally by raising additional capital either through private placements or public offerings. When financing conditions are not optimal, the Company may enter into option agreements or other solutions to continue its activities or may slow its activities until conditions improve.

19. CONTINGENCIES AND COMMITMENTS

a) The Company's operations are subject to governmental legislation regarding environmental protection. Environmental consequences are difficult to identify, whether in terms of outcome, timetable, or impact. To the best of the directors' knowledge, the Company is currently operating in accordance with existing laws and regulations, and no provision for site restoration has been recorded in the accounts, because none of the criteria for recognition have been met.

b) The Company is financed partially through the issuance of flow-through shares. However, even though the Company took all necessary measures for this purpose, there is no guarantee that the funds spent by the Company with regard to these shares will be declared acceptable by the tax authorities in the event that they conduct an audit. The rejection of certain expenses by the tax authorities could then have negative tax consequences for investors.

In addition, the tax rules for flow-through investments set deadlines for completing prospection work that must be undertaken no later than the earlier of the following two dates:

- two years following the flow-through investments;
- one year after the Company transferred the prospection tax deductions to investors.

During the financial information's reporting period, the Company received \$638,000 from flow-through investments for which it transferred tax deductions to investors after December 31, 2018. These eligible expenses must be incurred by December 31, 2019. As at February 28, 2019, the balance of eligible expenses is \$420,553.

20. ADDITIONAL CASH FLOW INFORMATION

Items not affecting cash and cash equivalents related to financing and investing activities are as follows:

21. PASSIF D'IMPÔT DIFFÉRÉ

COMPOSANTES IMPORTANTES DE LA CHARGE D'IMPÔT

Les composantes importantes de la charge d'impôt imputée au résultat net, au résultat global et au capital social se détaillent comme suit :

	POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE FOR THE YEARS ENDED	28 fév. / Feb. 28 2019	Feb. 28 /28 fév. 2018	FOR THE YEARS ENDED POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE
		\$	\$	
Impôt exigible		-	-	Current tax
Impôt différé :				Deferred tax:
Naissance et renversement de différences temporelles		315 451	185 905	Origination and reversal of temporary differences
Total de l'impôt différé comptabilisé au résultat net		315 451	185 905	Total deferred tax recognized in net earnings
Réévaluation des placements		(29 208)	19 804	Reevaluation of investments
Reclassement au résultat net		-	(3 623)	Reclassification in net earnings
Total de l'impôt différé comptabilisé au résultat global		(29 208)	16 181	Total deferred tax recognized in comprehensive income
Frais d'émission d'actions		(16 792)	(33 691)	Share issue costs
Total de l'impôt différé comptabilisé au capital social		(16 792)	(33 691)	Total deferred tax recognized in stock capital

21. DEFERRED TAX LIABILITIES

SIGNIFICANT COMPONENTS OF THE TAX EXPENSE

The significant components of the tax expense charged to net earnings, comprehensive income, and share capital are detailed as follows:

RELATION ENTRE LA CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT ET LA CHARGE D'IMPÔT AU RÉSULTAT NET

La relation entre la charge d'impôt sur le résultat est calculée sur la base du taux combiné fédéral et provincial au Canada et la charge d'impôt présentée au résultat net se rapproche comme suit :

RELATIONSHIP BETWEEN THE INCOME TAX EXPENSE AND THE TAX EXPENSE IN NET EARNINGS

The relationship between the income tax expense calculated on the basis of the combined Federal and provincial rate in Canada and the tax expense presented in net earnings is reconciled as follows:

	POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE FOR THE YEARS ENDED	28 fév. / Feb. 28 2019	Feb. 28 /28 fév. 2018	FOR THE YEARS ENDED POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE
		\$	\$	
Résultat avant impôts		(916 082)	(928 174)	Earnings before taxes
Impôts au taux de base combiné de 26,5 % (2018 – 26,6 %)		(242 761)	(246 856)	Income tax at combined statutory rate of 26.5% (2018 – 26.6%)
Ajustements pour les éléments suivants :				Adjustments for the following items:
Gain sur disposition d'actifs		-	(3 623)	Gain on disposal of assets
Paiements fondés sur des actions		43 566	20 775	Share-based payments
Autres dépenses non déductibles		4 150	3 924	Other non-deductible expenses
Pertes fiscales inutilisées pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé		214 589	272 963	Unused tax losses for which no deferred tax asset has been recorded
Frais de prospection renoncés ou déductibles		350 421	157 220	Prospection expenses waived or deductible
Prime sur actions accréditatives non imposable		(54 514)	(18 498)	Non-taxable premium on flow-through shares
Charge d'impôt différé comptabilisée au résultat net		315 451	185 905	Deferred tax expenses recognized in net earnings

21. PASSIF D'IMPÔT DIFFÉRÉ (SUITE) **21. DEFERRED TAX LIABILITIES (CONTINUED)**

VARIATION DE L'IMPÔT DIFFÉRÉ COMPTABILISÉ **CHANGE IN DEFERRED TAX RECOGNIZED**

La variation de l'impôt différé par nature se présente comme suit :

The change in deferred tax by nature is presented as follows:

	28 fév. / Feb. 28 2019	Comptabilisé aux capitaux propres / Recognized in shareholder's equity	Comptabilisé au résultat global / Recognized in comprehensive income	Recognized in net earnings / Comptabilisé au résultat net	Feb. 28 / 28 fév. 2018	
	\$	\$	\$	\$	\$	
Actif d'impôt différé						Deferred tax asset
Frais d'émission	(39 913)	(16 792)	-	19 269	(42 390)	Share issue costs
Passif d'impôt différé						Deferred tax liability
Écarts d'évaluation sur actifs	2 814 214	-	(29 208)	296 182	2 547 240	Valuation differences on assets
	2 774 301	(16 792)	(29 208)	315 451	2 504 850	

	28 fév. / Feb. 28 2018	Comptabilisé aux capitaux propres / Recognized in shareholder's equity	Comptabilisé au résultat global / Recognized in comprehensive income	Recognized in net earnings / Comptabilisé au résultat net	Feb. 28 / 28 fév. 2017	
	\$	\$	\$	\$	\$	
Actif d'impôt différé						Deferred tax asset
Frais d'émission	(42 390)	(33 691)	-	27 480	(36 179)	Share issue costs
Passif d'impôt différé						Deferred tax liability
Écarts d'évaluation sur actifs	2 547 240	-	16 181	158 425	2 372 634	Valuation differences on assets
	2 504 850	(33 691)	16 181	185 905	2 336 455	

PERTES FISCALES NON COMPTABILISÉES **UNRECOGNIZED TAX LOSSES**

La Société dispose de pertes autres qu'en capital qui sont disponibles pour réduire l'impôt sur le résultat des années à venir et pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé dans l'état de la situation financière. Ces pertes viennent à échéance dans les délais suivants :

The Company has non-capital losses that are available to reduce income tax in future years for which no deferred tax asset has been recognized on the statement of financial position. These losses expire as follows:

	Fédéral / Federal	Provincial
	\$	\$
2026	203 775	228 948
2027	256 708	247 393
2028	540 652	420 164
2029	654 195	606 249
2030	548 036	527 289
2031	571 127	569 858
2032	775 037	766 720
2033	1 040 850	1 034 512
2034	676 221	669 701
2035	931 256	923 220
2036	661 361	657 297
2037	695 963	693 959
2038	1 029 461	1 022 256
2039	809 775	809 775
	9 394 417	9 177 341

Des crédits d'impôts relatifs aux dépenses minières préparatoires de 376 179 \$ et un montant en immobilisation admissible de 109 335 \$ sont disponibles pour réduire l'impôt sur le résultat des années à venir et pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé.

Tax credits relating to preparatory mining expenditures of \$376,179 and an eligible capital property amount of \$109,335 are available to reduce income tax in future years for which no deferred tax asset has been recognized.

21. PASSIF D'IMPÔT DIFFÉRÉ (SUITE)

COMPOSANTES DE L'IMPÔT DIFFÉRÉ COMPTABILISÉ AUX ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Les actifs et les passifs d'impôt différé proviennent des écarts entre la valeur fiscale et la valeur comptable des éléments suivants :

	28 fév. / Feb. 28 2019	Feb. 28 / 28 fév. 2018
	\$	\$
Actif d'impôt différé :		
Placement	(13 029)	-
Frais d'émission	(39 913)	(42 390)
	<u>(52 942)</u>	<u>(42 390)</u>
Passif d'impôt différé :		
Actifs de prospection et d'évaluation	2 827 243	2 547 240
Passifs d'impôt différé net comptabilisé	<u>2 774 301</u>	<u>2 504 850</u>

21. DEFERRED TAX LIABILITIES (CONTINUED)

COMPONENTS OF DEFERRED TAX RECOGNIZED ON THE CONSOLIDATED STATEMENTS OF FINANCIAL POSITION

Deferred tax assets and liabilities come from differences between the fiscal value and the book value of the following items:

	Feb. 28 / 28 fév. 2018
	\$
Deferred tax assets:	
Investment	-
Share issue costs	(42 390)
	<u>(42 390)</u>
Deferred tax liability:	
Prospection and evaluation assets	2 547 240
Net deferred tax liabilities recognized	<u>2 504 850</u>

22. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 15 mars 2019, Exploration Puma Inc et Trevali Mining Corporation ont mutuellement mis fin à l'entente d'option d'acquérir la propriété Murray Brook.

Le 25 mars 2019, la Société a signé un amendement avec Votorantim Metals Canada Inc. afin de reporter le paiement final de 3 000 000 \$ et l'assumption du bond environnemental au 30 juin 2019, en contrepartie d'un montant de 105 000 \$, dans le but d'acquérir 67,9 % des intérêts sur la propriété Murray Brook.

Le 29 mars 2019, la Société a également signé un amendement avec El Nino Ventures Inc. afin de reporter le paiement final de 1 000 000 \$ au 30 juin 2019, dans le but d'acquérir 32,1 % des intérêts sur la propriété Murray Brook. Au cas du non-respect de cette date amendée, la Société devra fournir les informations géologiques, les rapports, les résultats des tests métallurgiques ainsi que les échantillons des forages, ce qui représente 2 400 000 \$ de travaux sur le projet Murray Brook depuis la signature de l'entente initiale. En contrepartie de cet amendement, la Société a émis 1 000 000 d'actions à El Nino Ventures Inc.

Le 4 juin 2019, la Société a acquis l'option d'acquérir 100% des droits sur la propriété S Tetagouche Fe Bloom en contrepartie de 1 000 000 d'actions d'Exploration Puma Inc. et des travaux d'exploration de 250 000 \$ répartis sur trois (3) ans. La Société s'est engagée à accorder un revenu net de fonderie de 1% dont la moitié est rachetable pour un montant de 1 000 000 \$.

22. EVENTS AFTER THE REPORTING PERIOD

On March 15, 2019, Puma Exploration Inc and Trevali Mining Corporation have mutually agreed to terminate the option agreement for the Murray Brook property.

On March 25, 2019, the Company signed an amendment with Votorantim metals Canada Inc. to defer the final payment of \$3, 000, 000 and the assumption of the environmental bond to June 30, 2019, in return for an amount of \$105,000, in order to acquire the 67.9% interest on the Murray Brook property.

On March 29, 2019, the Company also signed an amendment with El Nino Ventures Inc. to defer the final payment of \$1,000,000 to June 30, 2019, in order to acquire 32.1% of the interest on the Murray Brook property. In the event of non-compliance with this amended date, the Company will be required to provide geological information, reports, metallurgical test results and drilling samples, representing \$2,400,000 work on the Murray Brook project since the signature of the original agreement. In return for this amendment, the Company issued 1,000,000 shares to El Nino Ventures Inc.

On June 4, 2019, the Company acquired the exclusive option to acquire 100% interest on the S Tetagouche Fe Bloom property in consideration of 1,000,000 Puma Exploration Inc.'s shares and \$250,000 in exploration work over three (3) years. The Company has agreed to grant a net smelting revenue of 1%, half of which is redeemable for an amount of \$1,000,000.

23. CHARGES ADMINISTRATIVES

23. ADMINISTRATIVE EXPENSES

	28 fév. / Feb. 28 2019	Feb. 28 / 28 fév. 2018
	\$	\$
Paiements fondés sur des actions	164 400	78 100
Salaires et avantages sociaux	130 166	160 346
Assurances	16 376	14 793
Droits gouvernementaux	10 956	2 172
Entretien et fournitures de bureau	14 096	15 477
Frais du conseil d'administration	6 217	12 870
Information aux actionnaires	33 005	56 963
Loyer	6 250	9 000
Promotion et représentation	102 523	132 963
Services professionnels	221 554	283 754
Télécommunication	1 583	2 776
Autres frais	8 881	14 403
	<u>716 007</u>	<u>783 617</u>

24. FRAIS GÉNÉRAUX		24. GENERAL EXPENSES	
	28 fév. / Feb. 28 2019	Feb. 28 / 28 fév. 2018	
	\$	\$	
Paiements fondés sur des actions	51 600	35 900	Share-based payments
Salaires et avantages sociaux	231 183	183 461	Salaries and benefits
Entretien et fournitures de bureau	5 836	6 364	Maintenance and office supplies
Formation	6 890	1 727	Training
Loyer	6 250	6 000	Rent
Télécommunication	4 112	4 403	Telecommunication
Imputation aux actifs de prospection et d'évaluation	(305 871)	(237 855)	Charge against prospection and evaluation assets
	<u>-</u>	<u>-</u>	

25. AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES		25. OTHER INCOME AND OTHER EXPENSES	
	28 fév. / Feb. 28 2019	Feb. 28 / 28 fév. 2018	
	\$	\$	
Revenus divers	750	2 098	Miscellaneous income
Revenus d'intérêt provenant de la trésorerie	-	10	Interest income from cash
Prime sur placement accreditif	205 712	69 542	Flow-through premium
Dépréciation d'actifs de prospection et d'évaluation	(204 674)	(30)	Devaluation of prospection and evaluation assets
Gain sur disposition d'actifs financiers disponibles à la vente	-	27 275	Gain on available-for-sale financial assets
	<u>1 788</u>	<u>98 895</u>	

26. FRAIS FINANCIERS		26. FINANCIAL FEES	
	28 fév. / Feb. 28 2019	Feb. 28 / 28 fév. 2018	
	\$	\$	
Intérêts sur une caution environnementale	180 000	240 000	Interests on an environmental bond
Intérêts sur le prêt à court terme	21 863	3 452	Interests on the short-term loan
	<u>201 863</u>	<u>243 452</u>	